



Médecins résidents

Reprise des gardes en attendant l'arrêt de la grève

Enfin le dénouement ? Après plusieurs mois de grève et la suspension depuis quelque temps de l'activité de garde, les médecins résidents reviennent peu à peu à de meilleurs sentiments en décidant de reprendre l'activité de garde «sous condition».

Page 3

Selon l'ONS

L'inflation à 4,3% en avril

Page 3

Lutte antiterroriste et sécurisation des frontières

Onze terroristes neutralisés en une semaine

Plusieurs terroristes ont été capturés ou se sont rendus cette semaine aux unités de l'ANP, portant ainsi le nombre des terroristes neutralisés à 30 en deux mois.

Page 2



Début aujourd'hui des épreuves du BEM

Près de 600 000 candidats attendus

Page 3



Restriction à l'importation

Les explications du ministère du Commerce

Les marchandises soumises récemment au régime de restriction à l'importation ne constituent pas une nouvelle liste, mais une actualisation de la liste initiale annexée au décret exécutif de janvier 2018, a expliqué hier le ministère du Commerce dans un communiqué.

Page 24

Gestion des communes et réformes institutionnelles



Par Saâd Taferka

Une des illustrations du fossé qui existe entre la gestion classique, bureaucratique et rentière des communes, et les exigences d'une gestion moderne, basée sur l'exploitation optimale et rationnelle des ressources et des territoires, c'est bien cette nonchalance - c'est le moins que l'on puisse dire - avec laquelle sont accueillis les

Les conditions de la bonne gouvernance locale

projets d'investissements productifs par certains élus locaux. Une scène, à laquelle nous avons personnellement assisté au cours de ces dernières semaines dans une des communes rurales du centre du pays, dit, à elle toute seule, l'étendue de l'écart qui reste à combler en la matière. Devant la proposition de prospection de matériaux miniers rares présentée par une jeune entreprise encadrée par de jeunes universitaires, le premier responsable de l'exécutif communal avait brillé par son absence, déléguant ses pouvoirs à un élu. Pourtant, la commune, survivant grâce aux subventions du Fonds de solidarité intercommunale, a un besoin pressant et vital d'investissements productifs, générateurs d'em-

ploi et de fiscalité locale. Ce n'est là qu'une image parmi 1 000 autres, qui exprime une forme de sous-développement institutionnel, un retard de la conscience politique et citoyenne chez certains responsables locaux, qu'ils soient administrateurs ou élus. L'on peut s'en rendre compte, en faisant la lecture de certains articles de presse qui signalent l'existence de sources thermales un peu partout dans le pays, et qui continuent à «fonctionner» avec l'organisation antédiluvienne. Le tourisme thermal, générateur d'énormes ressources, ne serait alors, de la bouche de responsables centraux et locaux, que discours creux et vœux pieux ?

Page 4



Lutte antiterroriste et sécurisation des frontières

Onze terroristes neutralisés en une semaine

Plusieurs terroristes ont été capturés ou se sont rendus cette semaine aux unités de l'ANP, portant ainsi le nombre des terroristes neutralisés à 30 individus en deux mois.



Par Amine Bensafi

Samedi, lors d'une opération de fouille et de recherche menée près de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar (6^e région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert une cache d'armes et de munitions contenant trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, cinq fusils semi-automatique de type Simonov, huit fusils à répétition, un fusil de type G3, 10 grenades, quatre roquettes SPG-9, trois charges propulsives pour lance-roquettes de type SPG-9, huit chargeurs pour pistolet mitrailleur, deux bases pour mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, un poste-radio émetteur-récepteur ainsi qu'une importante quantité de munitions s'élevant à 1 432 balles de différents calibres. La veille, dans la même région militaire, un terroriste s'est rendu aux autorités. Il s'agit de Dellali Nekkou dit Abou djaber, qui a rejoint les groupes terroristes en 2012. Il était en possession d'un

pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un chargeur garni, ainsi qu'une quantité de munitions. Dans le même contexte, et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, dans le secteur opérationnel de Skikda, quatre casemates pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale, des moyens de détonation, des vêtements, des denrées alimentaires et une quantité de munitions.

Jeudi dernier, lors d'une opération de recherche et de ratissage à Tamanrasset, deux terroristes qui activaient dans une organisation terroriste au Sahel ont été capturés. Il s'agit de Oudada Moussa et El Mahdi Ak Inthala, visiblement des ressortissants maliens. L'opération a permis la récupération d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions. Un communiqué du MDN a estimé que «ces opérations menées, sans répit, par les unités de l'Armée nationale populaire mobilisées le long de nos frontières, réitèrent leur

ferme détermination à déraciner le fléau terroriste de notre pays et à faire face aux différentes menaces».

Le même jour, a eu lieu la découverte et destruction de six casemates pour terroristes à Skikda, à Boumerdès et à Batna. Cela a permis la saisie d'un pistolet mitrailleur de type MAT-49 et un fusil de chasse, tandis que d'autres détachements ont retrouvé et détruit cinq bombes de confection artisanale. Ces interventions ont lieu probablement dans la foulée de la reddition de cinq terroristes aux autorités militaires à Tamanrasset et Skikda. Il s'agit de Gharbi Ahmed, de Ghedir Abdenasser et de Amari Lazhar, qui avaient rallié les groupes terroristes entre 2015 et 2016. Lesdits terroristes avaient en leur possession trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et cinq chargeurs garnis de munitions. Et à Skikda, deux autres terroristes se sont rendus en possession de deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, six chargeurs garnis de munitions, une grena-

de et une paire de jumelles. Il s'agit de Merabet Rabah dit Chouaïb, qui activait comme spécialiste dans la confection des explosifs, et du dénommé Boukhalfa Hocine dit Chorahbil». Lesdits terroristes avaient rallié les groupes terroristes en 2002. Il semble que l'interrogatoire de ces terroristes aient mené à la saisie d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov à Skikda et à la destruction, à Tizi Ouzou, de neuf bombes de confection artisanale.

Aussi, mardi dernier, on a enregistré la reddition de trois terroristes à Tamanrasset et à Adrar. Il s'agit de A. Moultafa dit Abou Aïssa, de G. Lakhel, dit Assid et de A. El Bekkaï, qui se sont rendus aux autorités militaires en possession d'une mitrailleuse lourde de type PKT, de deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et d'une quantité de munitions, d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, de trois chargeurs garnis, et d'un lot de munitions de différents calibres.

A.B.

Documents électroniques

Les nouveaux tarifs «toujours au stade de l'examen»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, a affirmé, samedi à Alger, que les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques «sont toujours en phase d'étude» au niveau du gouvernement.

Lors d'une conférence de presse tenue en marge de la première rencontre nationale de prévention et de lutte contre les incendies et les feux de forêts organisée par les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture au Palais des nations, M. Bedoui a indiqué que «les nouveaux tarifs de délivrance des documents biométriques sécurisés sont toujours au stade de l'examen et d'étude de comparaison les expériences des autres pays», ajoutant que son département «s'attelle à la présentation de toutes ces données et à l'examen de l'ensemble des propositions en collaboration avec le ministère des Finances au niveau du gouvernement».

Après avoir affirmé que la Loi de finances complémentaire 2018 (LFC 2018) «n'a pas encore été promulguée pour parler des nouvelles taxes», le ministre a souligné que «les processus de numérisation, de modernisation et de développement ont un coût», ajoutant que le ministère de l'Intérieur aspire à moderniser et à humaniser l'administration pour répondre aux normes internationales. «Il n'y a aucun mal de procéder à l'étude de la valeur financière de ces documents biométriques sécurisés».

A rappeler que le premier ministre avait présenté jeudi dernier des explications sur les nouveaux tarifs relatifs à la délivrance des documents électronique, indiquant que «des «fuites» organisées sur l'avant-projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2018 alimentent la spéculation et parfois même les fausses informations sur les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques, ce qui requiert des précisions pour éclairer l'opinion sur cette question».

«Les nouveaux tarifs appliqués aux documents électroniques reflètent leur coût : l'établissement relevant du ministère de l'Intérieur qui les produits a fourni les prix de revient de chacun de ces documents, et c'est à partir de cela que les nouveaux tarifs de délivrance ont été fixés» avait noté le Premier ministre sur son site Web. Par ailleurs, le ministre a affirmé que la nomination des deux nouveaux walis de Béjaïa et Tissemsilt sera «sur décision du Président de la République dans le cadre d'un mouvement ordinaire dans ce corps qui touchera seulement ces deux wilayas».

R. N.

Afin de lutter contre les feux de forêts

La Protection civile renforce son dispositif

Par Karima Nacer

Le dispositif de lutte contre les incendies et les feux de forêts, vient d'être renforcé avec la mise en service de systèmes informatiques relatifs à la prévention et à la gestion des catastrophes naturelles afin d'éviter le pire pour cet été.

Afin de faciliter l'intervention des services de secours, la direction générale de la Protection civile a lancé des caravanes d'information et de sensibilisation au profit des agriculteurs et de la population rurale, sur les risques des feux de forêts. De lourds dégâts ont été enregistrés l'année précédente en termes d'incendies. On note que pas moins de 20 250 incendies de forêts ont été enregistrés en seulement quatre mois en 2017 ! Pour

éviter de pareilles situations, les services de la Protection civile viennent d'être dotés de 15 nouvelles colonnes mobiles seront mises à la disposition des unités d'intervention de la Protection civile à l'occasion de la campagne de lutte et prévention contre ce phénomène, a indiqué le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui. Cela s'ajoute aux 22 colonnes mobiles fonctionnelles actuellement. Aussi, une nouvelle opération est inscrite pour l'acquisition de moyens de lutte ainsi que la création de nouvelles colonnes, notamment dans les wilayas à massif forestier important et l'ouverture de nouvelles unités de la Protection civile.

Le ministre a souligné que les

essais menés l'année dernière sur le terrain par la Protection civile concernant l'utilisation d'engins aériens d'extinction de feu au niveau de la wilaya d'El Tarf, «seront utilisés de manière graduelle à partir de la campagne de lutte contre les incendies durant l'année 2018», ajoutant que le ministère «s'attelle à l'examen et à l'élaboration d'un cahier des charges pour l'acquisition prochaine de canadiens». Ces canadiens «peuvent relever d'un autre organisme officiel que la Protection civile ou la direction générale des forêts», a-t-il souligné. Bedoui a indiqué que ses services oeuvrent à «impliquer» davantage les collectivités territoriales dans ce domaine «en leur accordant de nouvelles prérogatives en matière de prévention et de gestion des

catastrophes naturelles, des prérogatives consacrées dans le nouveau Code des collectivités territoriales. A cet effet, il a mis l'accent sur «l'impératif d'actualiser la législation nationale relative à la prévention des risques majeurs dont les incendies de forêts, promulguée en 2004 et de l'adapter aux évolutions enregistrées dans ce domaine». Le ministre de l'Intérieur a annoncé l'installation d'une commission mixte entre les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture, chargée de présenter un programme de réhabilitation du système forestier en Algérie englobant les volets économique et social, en vue de valoriser la richesse forestière nationale.

Le ministre de l'Intérieur a coprésidé avec le ministre de l'Agriculture, du Développement

rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, la réunion de préparation de la campagne 2018 de prévention et de lutte contre les feux de forêts, en présence, notamment du directeur général de la Protection civile, le colonel Mustapha El Habiri, du directeur général des forêts, le délégué national aux risques majeurs, Tahar Melizi et des walis. Cette réunion a été destinée à l'évaluation des incendies de forêts enregistrés l'année dernière ainsi qu'à la mise en place de dispositions afin de prévenir et lutter contre ce phénomène d'une façon coordonnée et concertée. «Nous visons à travers cette rencontre, l'élaboration d'une stratégie nationale claire pour une meilleure maîtrise des catastrophes à l'horizon de 2030», a indiqué Bedoui.

K. N.

Médecins résidents

Reprise des gardes en attendant l'arrêt de la grève

Enfin le dénouement ? Après plusieurs mois de grève et la suspension depuis quelque temps de l'activité de garde, les médecins résidents reviennent peu à peu à de meilleurs sentiments en décidant de reprendre l'activité de garde «sous condition».



Par S. A. Mohamed

En effet, les médecins résidents, en grève depuis le mois de novembre, ont décidé de reprendre l'activité de garde à partir du 3 juin prochain, sous condition de «négociations fructueuses», indique hier un communiqué du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), qui prévoit «un dénouement total en cas de propositions satisfaisantes» de la tutelle. «Les médecins résidents ont adopté la décision d'une reprise de l'activité de garde à partir du 3 juin, conditionnée par des négociations fructueuses» (Camra). «Les médecins résidents, soucieux de faire valoir leur esprit de dialogue qui permettrait une issue favorable à cette situation, et après concerta-

tion de l'ensemble des membres du bureau national, ont adopté la décision d'une reprise de l'activité de garde à partir du 3 juin, conditionnée par des négociations fructueuses avant cette date, un dénouement total de la situation serait envisageable en cas de propositions satisfaisantes», souligne hier le même source. Le bureau national du Collectif, qui a tenu une réunion samedi, a réaffirmé son «entière disponibilité à des négociations concrètes dans le cadre d'un dialogue sincère» avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ainsi que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Pour rappel, le ministère de la Santé avait appelé, en début mai, les médecins résidents, en grève depuis le mois de novembre

dernier, à la sagesse et à la retenue, regrettant leur refus d'assurer le service minimum au niveau des points d'urgence et de garde et rappelant que leurs revendications ont été «prises en charge». Réitérant «son engagement et sa disponibilité à la poursuite d'un dialogue responsable, s'agissant de revendications objectives et raisonnables», le ministère de la Santé, a, cependant déploré dans un communiqué, «le fait que les représentants des praticiens résidents en sciences médicales formulent à chaque réunion de nouvelles revendications irréalistes dont la finalité tend à maintenir la situation actuelle de statu quo». Il a rappelé que les résidents en sciences médicales sont des «médecins praticiens en formation post-graduée qui sont

astreints à plein temps à participer aux activités de garde d'urgence et de service». En grève depuis novembre 2017, les médecins résidents ont été reçus plusieurs fois par le ministre de la Santé. Une commission a même été installée chargée de se pencher sur les doléances et revendications des résidents. Des propositions ont été faites qui ont touché la majorité des revendications des résidents, mais ces derniers ont toujours poursuivi leur grève et ont décidé de suspendre l'activité de garde. Entre autres revendications sur lesquelles «achoppent» les négociations, le service civil. Le ministre avait conditionné la reprise du dialogue par l'arrêt de la grève. Après la reprise de la garde, l'arrêt de la grève ?

S.A.M.

Selon l'ONS L'inflation à 4,3% en avril

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,3% jusqu'à avril 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel en avril 2018 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte de 12 mois allant de mai 2017 à avril 2018 par rapport à la période allant de mai 2016 à avril 2017.

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire l'évolution de l'indice du mois d'avril 2018 par rapport à celui du mois de mars 2018, elle a augmenté de 0,6%.

En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont inscrit une hausse de 1,1% en avril dernier.

A titre d'exemple, les prix des produits agricoles frais ont grimpé de 2,3% en raison, essentiellement, de l'augmentation des prix des fruits (+6,6%) et des légumes (+5%) et de la viande de poulet (+10%).

En revanche, certains produits ont affiché des variations négatives, principalement la pomme de terre (-7,8%) et les œufs (-3,9%).

Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont enregistré une relative stagnation, selon l'ONS.

Par ailleurs, les prix des produits manufacturés ont évolué de 0,2% alors que les services ont connu une stagnation.

Par groupe de biens et services, les prix des meubles et articles d'ameublement ont haussé de 1,5%, alors que ceux du groupe éducation-culture-loisirs ont augmenté de 0,3%.

Les prix du reste des produits se sont caractérisés par des stagnations, selon la même source. Pour rappel, la loi de finances 2018 prévoit une inflation de 5,5%.

R. D.

Début aujourd'hui des épreuves du BEM

Près de 600 000 candidats attendus

Par Rachid Chihab

Près de 600 000 candidats sont attendus ce matin pour passer l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à travers le pays, a déclaré la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrît lors d'une visite dans la wilaya de Djelfa.

Selon elle, le nombre total des candidats à cet examen, dont les résultats seront affichés le 18 juin prochain, s'élève à 595 865 candidats, contre 566 221 l'année précédente, soit une hausse de 5,9%, selon les chiffres fournis par le ministère de l'Éducation nationale.

Mme. Benghebrît avait affirmé, en avril dernier, lors d'une conférence sur les préparatifs aux examens de fin de cycle (session 2018) que toutes les mesures étaient prises pour assurer le bon

déroulement des examens scolaires nationaux, soulignant que la préoccupation majeure de son secteur était de réunir toutes les conditions aux candidats, notamment le transport aux élèves issus des régions enclavées.

Pour la première fois, la ministre de l'Éducation a émis une instruction qui préconise d'éviter les visites officielles aux centres d'examen et qui sont destinées à la supervision de l'ouverture des enveloppes contenant les sujets des épreuves et ce, afin de sécuriser les examens et pour ne pas déstabiliser les candidats en vue de faire obstacle au phénomène l'utilisation de petits objets de technologies de communication pour diffuser les sujets des examens sur les réseaux sociaux dès les premiers instants suivant leur distribution dans le centre d'exa-

mens.

Par ailleurs, la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) a mobilisé 12 000 agents pour la sécurisation des épreuves du brevet d'enseignement moyen (BEM).

L'Office national des examens et concours de Kouba à Alger (Onec), de même que l'Office régional de Batna, seront soumis à la surveillance par le biais du Centre de commandement et de contrôle CCC) à travers la mobilisation de 32 caméras pour les besoins de surveillance des salles de conservation des sujets des épreuves.

Aussi, l'activité du Service central de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) sera réactivée à cet effet. Des brouilleurs seront mis à la disposition du ministère de

l'Éducation nationale pour éviter toute fraude dans les épreuves.

Le commandement général de la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire spécial pour sécuriser le déroulement des examens de fin de l'année scolaire 2018 (primaire, moyen et secondaire), en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale et ce à travers la sécurisation des centres d'examen et leurs alentours, qui se situent dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale, l'escorte et la protection de l'opération de distribution des sujets d'examen, à partir des directions de l'éducation à destination des centres d'examen.

Ce plan consiste aussi à garantir la protection et l'escorte des sujets d'examen transportés

par avion au profit des centres d'examen qui se trouvent dans les régions du Sud et le Grand-Sud, la sécurisation et le transport des feuilles de réponses à partir des centres des examens aux directions de l'éducation et des directions de l'éducation aux centres de correction.

La Dgsn a également mis en place un dispositif opérationnel spécial qui verra la mobilisation de 40 000 agents d'intervention, 2 111 ambulances et 1 363 camions anti-incendie, pour veiller à la sécurité des candidats et des encadreurs lors des épreuves nationales.

Pour rappel, le taux de réussite à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), pour la session juin 2017 a été estimé à 56,33%.

R.C.

Gestion des communes et réformes institutionnelles

Les conditions de la bonne gouvernance locale

Une des illustrations du fossé qui existe entre la gestion classique, bureaucratique et rentière des communes, et les exigences d'une gestion moderne, basée sur l'exploitation optimale et rationnelle des ressources et des territoires, c'est bien cette nonchalance - c'est le moins que l'on puisse dire - avec laquelle sont accueillis les projets d'investissements productifs par certains élus locaux.



Par Saâd Taferka

Une scène, à laquelle nous avons personnellement assisté au cours de ces dernières semaines dans une des communes rurales du centre du pays, dit, à elle toute seule, l'étendue de l'écart qui reste à combler en la matière. Devant la proposition de prospection de matériaux miniers rares présentée par une jeune entreprise encadrée par de jeunes universitaires, le premier responsable de l'exécutif communal avait brillé par son absence, déléguant ses pouvoirs à un élu. Pourtant, la commune, survivant grâce aux subventions du Fonds de solidarité intercommunale, a un besoin pressant et vital d'investissements productifs, générateurs d'emplois et de fiscalité locale. Ce n'est là qu'une image parmi 1 000 autres, qui exprime une forme de sous-développement institutionnel, un retard de la conscience politique et citoyenne chez certains responsables locaux, qu'ils soient administrateurs ou élus. L'on peut s'en rendre compte, en faisant la lecture de certains articles de presse qui signalent l'existence de sources thermales un peu partout dans le pays, et qui continuent à «fonctionner» avec l'organisation antédiluvienne. Le tourisme thermal, générateur d'énormes ressources, ne serait alors, de la bouche de responsables centraux et locaux, que discours creux et vœux pieux ? Les Algériens, en dehors de quelques destinations connues - Hammam Bouhadjar, Bouhniafia, Hammam Rebbi, Hammam El Meskhoutine...-

, héritées des années 1970 du siècle dernier, ont «inventé» une autre destination pour la cure et le tourisme thermaux, la Turquie, ce pays même qui avait développé dans notre pays l'aménagement des hammams sous l'empire ottoman.

L'occasion du mois de Ramadhan nous conduit aussi à observer le retard dans l'aménagement des marchés de proximité dans la plupart des communes, laissant les étalages informels encombrer les voies publiques et se soustraire à toute forme de fiscalité. Il en est de même de plusieurs autres infrastructures et équipements publics revenant aux communes, mais qui ne sont jamais valorisés pour servir la population et générer des revenus pour la collectivité. C'est là une conduite inscrite dans une logique rentière, les communes étant souvent subventionnées, parfois même pour payer ses propres fonctionnaires. Jusqu'à 2015, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales reconnaît que deux tiers des communes algériennes étaient pauvres. Une pauvreté qui reste à relativiser, et surtout à redéfinir, par rapport aux potentialités dont regorgent la majorité de ces collectivités territoriales, mais qui demeurent mal exploitées ou carrément en friche. Certains élus ignorent jusqu'à l'existence de terrains de statut juridique communal sur leur territoire. Pour le «découvrir», il faut qu'il y ait un «incident» ou litige quelconque qui ferait intervenir les services du cadastre, lequel établira la nature juridique du terrain en question. La

question des réserves foncières a fait couler beaucoup d'encre, et pas toujours dans le meilleur des sens. De dommageables dilapidations du foncier ont été enregistrées un peu partout sur le territoire national en raison d'une gestion approximative et sous-développée de ce dossier.

La crise financière impose une autre logique de gouvernance

Une grande partie des faiblesses qui grèvent la gestion des communes a fait l'objet d'analyses assez poussées de la part du gouvernement en 2015, amenant ce dernier à «décréter» une nouvelle philosophie pour la gouvernance locale. Cette dernière s'appuie sur les constats et recommandations du Conseil national économique et social (Cnes) datant de 2011, lorsque cette institution s'est penchée, pendant près de cinq mois, sur la problématique du développement local, avec, au bout d'un processus de consultations élargies, des assises nationales, au cours desquelles d'intéressantes propositions ont été faites dans le sens de plus de décentralisation, de responsabilisation des élus locaux et de gestion efficace, rentable et rationnelle des ressources locales (foncières, hydriques, énergétiques, touristiques, biologiques, inhérente aux prestations de services publics...).

La nouvelle approche du gouvernement développée à partir de 2015 - incluant également la refonte des codes de la commune et de la wilaya, pourtant récemment

révisés (2012) -, a été particulièrement motivée par la crise financière qui a commencé à peser sur l'économie algérienne depuis le milieu de l'année 2014. Cette crise, qui est due à la contraction des revenus pétroliers suite à la chute du cours du baril sur les marchés mondiaux, a bousculé toutes les institutions du pays et mis devant de nouvelles responsabilités les gestionnaires de l'économie nationale. Outre une nouvelle réflexion sur la politique d'investissement productif, dans le sens d'une plus grande diversification des activités à même de soustraire le pays aux griffes de la dépendance par rapport aux hydrocarbures, la gestion locale s'est imposée comme un axe majeur, afin que les entités que sont les communes contribuent à l'effort général de valorisation de toutes les ressources du pays.

Après un grand travail de sensibilisation en directions des élus locaux - à travers les rencontres organisées par le gouvernement avec les walis, puis ces derniers avec les présidents des assemblées communales -, les exécutifs communaux ont été renouvelés en novembre dernier à la faveur des élections locales. Par la suite, les présidents des APC ont été convoqués pour des formations sur une multitude de dossiers en rapport avec la gestion de leurs collectivités (marchés publics, management, environnement...). Néanmoins, à part quelques communes qui ont fait montre d'un certain dynamisme pour se mettre au diapason des nouveaux défis qui se posent à la gestion des terri-

toires et des ressources, on continue à enregistrer des faiblesses criantes, voire de dommageables revers, allant assister à la reproduction, de la part des citoyens, des certaines pratiques condamnables, comme la fermeture de sièges de mairies. Les citoyens qui s'attendaient légitimement à une certaine prise de conscience de la part de toutes les parties, dans une conjoncture de remise en cause profonde de l'économie nationale et des réflexes de gestion, sont pour le moins déçus devant le prolongement et la reconduction de comportements qui sont à mille lieues des valeurs du civisme.

Les réformes sont globales ou ne sont pas

Le résultat des courses est que, les retards, les insuffisances, la responsabilité de certaines dérives dans la gestion locale sont bien partagés entre les gestionnaires locaux (élus ou administrateurs) et une population qui peine à développer des comportements positifs et de collaboration avec les responsables versés dans la gestion des affaires publiques locales. C'est que, en dehors des instructions du gouvernement et des réflexions de certains cercles d'études, rien de fondamental n'a changé au sein des ces collectivités territoriales que sont les Apc. La centralisation du processus de prise de décision est toujours là, avec ses effets pervers sur l'autonomisation des structures locales; le pouvoir de l'administration - via le chef de daïra et la wali - est jugé excessif et trop interventionniste par les élus locaux; les codes de la commune et de la wilaya - que le gouvernement lui-même juge inadaptés, malgré leur récente révision - continuent à «museler» certains segments de la gestion communal; l'encadrement et la formation dans un grand nombre de collectivités rurales, sont une denrée rare, voir parois absente; les réajustements nécessaires des relations des autres institutions avec la commune (domaines, cadastre, conservation foncière, et certaines directions de wilaya) ne sont pas encore opérés de façon à fluidifier la communication et à rendre efficaces les rapports entre ces entités. En d'autres termes, les besoins de réformes administratives et institutionnelles, devant accompagner les espoirs attendus de la réforme de la gouvernance locale, se font plus pressants que jamais, car, c'est à ce niveau que la nécessité d'une véritable synergie des réformes voie le jour. Les réformes sont globales ou ne sont pas, voilà en quelque sorte le message que nous envoient les retards et faiblesses qui grèvent encore la gestion locale. Ce serait une erreur méthodologique de restreindre l'analyse de ces phénomènes à la seule Assemblée communale, sachant que cette dernière, tout en étant à la base de la pyramide institutionnelle du pays, fait partie d'une organisation politico-administrative réticulée, dont la bonne marche et l'efficacité dépendent de la qualité de l'organisation et du fonctionnement de toute la pyramide.

S. T.

VivaTechnology de Paris

Objectifs atteints des start-up algériennes

Les 10 start-up algériennes ayant pris part à la 3^e édition de VivaTechnology de Paris ont pratiquement atteint leurs objectifs durant cette manifestation mondiale de l'innovation, a indiqué samedi, Ahmed Mehdi OmarOuayache, président d'Algeria Digital Cluster (ADC).

TECHNOLOGY

MAY 24-25-26 / PARIS 2018

« **C**haque des responsables des start-up qui ont participé à VivaTechnology de Paris a atteint ses objectifs », a-t-il dit à l'APS au dernier jour de cet événement mondial qui regroupe des start-up, des multinationales et des investisseurs, précisant que beaucoup de contacts ont été établis entre les start-ups algériennes, des investisseurs et des entreprises intéressées par leurs applicatifs innovants.

Le président du Réseau des Algériens diplômés des grandes écoles (Reage), Fettah Ouzzani, qui a fédéré la participation de ces start-up au salon, a indiqué pour sa part que même si la majorité des participants n'étaient jamais sortis pour ce genre de manifestation, ils se sont confrontés à d'autres start-up, ils se sont imprégnés des innovations mondiales.

Leurs responsables ont été

reçus par les représentants, notamment du cabinet EY-France, Orange et Société générale, a-t-on précisé.

La participation algérienne, rappelle-t-on, était composée de 10 start-up venues présenter leurs solutions innovantes dans plusieurs domaines touchant l'agriculture, la gestion de la circulation routière en centre urbain, la ville intelligente (Smart City), l'écologie, la santé et la gestion du contenu.

Ces start-up, sponsorisées par sept entreprises privées algériennes, ont été sélectionnées à Alger par ADC sur une soixantaine d'autres projets innovants.

Fettah Ouzzani a déploré cependant le manque de communication autour de cette participation qui doit être soutenue, selon lui, par les médias et les autorités du pays.

Dans un monde complètement agile, il faut faire confiance

à l'élite algérienne, a-t-il dit, expliquant que les multinationales ne recrutent plus les talents, mais mettent sur pied des incubateurs au sein même de leurs entreprises.

A propos du manque de visibilité des start-up algériennes à VivaTechnology, le président de Reage a expliqué que le plus important dans ce genre de manifestation «c'est la vivacité, la rapidité dans la réactivité et bien sûr le réseautage», souhaitant la mise en place d'un pavillon national pour la prochaine édition avec un maximum de participants, mais il a averti que la préparation de cette édition doit commencer maintenant.

Beaucoup de personnes actives dans des secteurs de l'innovation, dont la majorité est issue de la communauté algérienne établie en France, ont cherché le stand Algérie pour entrer en contact avec les promoteurs de

projets, en vain. «On nous a promis un pavillon pour l'année prochaine», a-t-il indiqué, soulignant qu'ADC «porte le projet et les entreprises publiques apportent leur aide».

Dans ce contexte, il a souhaité également que les entreprises publiques chargées de l'événementiel s'adaptent à ce genre d'événements qui n'est pas un salon proprement dit, mais un lieu de rencontre mondial entre les start-up, entreprises internationales et les investisseurs qui demandent de la connaissance, de la maîtrise, de la veille et un réseau très large de contacts.

VivaDZ ou le génie algérien a participé à VivaTechnology avec, entre autres, AquaASafe, une entreprise de service et de développement de solutions technologiques innovantes dans le secteur de l'environnement, WinnyAPP qui a développé le premier réseau social dédié aux automobilistes et Ibn Hamza qui a développé une plate-forme (e-Tabib) intégrée d'outils et de services aux professionnels et opérateurs du secteur de la santé.

Algers Smart City propose une plate-forme unifiée interopérable, permettant l'implication des porteurs de projets, start-up et industriels afin de greffer des applications, tandis que Batolis.com offre une solution pour faciliter le quotidien des habitants en leur proposant des produits de qualité, garantis et livrés à domicile ou au bureau sur tout le territoire national.

Pour sa part, E-COW présente un système qui a pour but d'assurer la bonne reproduction des bovins. Elle est composée d'un objet connecté et d'une application mobile qui servent à détecter quand une vache est en chaleur, entre autre le bon moment pour l'inséminer. VivaTechnology a réuni près de 8 000 entreprises et une multitude de start-up dans les domaines du numérique, de la robotisation, de l'intelligence artificielle et de la réalité virtuelle.

R. L.

Accord Opep-non Opep

Un taux de conformité record de 152% en avril

La production pétrolière de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses 10 partenaires non Opep a atteint en avril dernier un niveau de conformité record de 152% suite à leurs engagements de réduction, a indiqué l'Opep dans un communiqué publié sur son site Web.

«Les 24 pays producteurs de l'Opep et les pays non membres de l'Opep participant aux ajustements volontaires de la production continuent de maintenir des niveaux de conformité exceptionnels aux termes de la déclaration de coopération historique de décembre 2016. Ils ont atteint un niveau de conformité de 152% au cours du quatrième mois de la deuxième année de la déclaration de coopération», selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (Jmmc).

Ce taux élevé démontre l'engagement des pays participants à rétablir la stabilité du marché, qui est destinée à servir les intérêts à long terme des producteurs, des consommateurs et de l'économie mondiale, note la même source.

D'autre part, le Comité a reconnu les «pré-occupations croissantes exprimées par cer-

tains pays importateurs et consommateurs concernant les pénuries potentielles sur le marché mondial du pétrole» et a demandé au Comité technique mixte (JTC), soutenu par le Secrétariat de l'Opep, «de continuer à surveiller de près le marché pétrolier et de signaler tout changement fondamental».

Le Jmmc, qui regroupe l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, la Russie et Oman, a réaffirmé l'engagement des pays participants à la stabilité du marché et à la sécurité énergétique de l'économie mondiale.

En outre, le Comité a examiné la discussion du JTC concernant les mesures alternatives et/ou ajustées pour mesurer l'impact de la Déclaration de coopération et a conclu qu'il «n'est pas suffisant de mesurer la stabilité du marché au moyen d'un seul indicateur».

Par ailleurs, les membres du Comité se sont déclarés satisfaits des résultats globaux, mais ont noté que «la performance de chaque pays n'était pas uniforme».

Ils ont, une fois de plus, souligné «l'importance d'une performance uniforme dans tous les pays».

Pour rappel, le Jmmc a été créé à la suite

de la 171^{ème} Conférence ministérielle de l'Opep du 30 novembre 2016 et de la «Déclaration de coopération» de la réunion ministérielle mixte Opep - pays non membres de l'Opep tenue le 10 décembre 2016.

Le Jmmc est chargé de veiller à ce que ces objectifs soient réalisés grâce à la mise en oeuvre des ajustements volontaires de la production du pétrole des pays Opep et non Opep.

L'accord Opep-non Opep, conclu à Vienne entre les 14 membres de l'organisation et 10 autres producteurs de pétrole, Russie en tête, a pour objectif de baisser le niveau de production de 1,8 million de barils par jour afin de réduire l'excédent d'offre de brut sur le marché et soutenir les prix.

Ce accord qui court jusqu'à la fin 2018, a permis de réduire l'abondance de l'offre et de pousser les prix vers le haut, le baril atteignant les 70 dollars contre 30 dollars en janvier 2016.

La prochaine réunion du comité est prévue le 21 juin prochain à Vienne, alors que la 10^{ème} réunion se tiendra à Alger en septembre 2018.

Reda A.

Promotion Ramadhan

Vos bouquets Mobinfo spécial Ramadhan!

A l'occasion du mois sacré, Mobilis propose à tous ses clients deux nouveaux bouquets spéciaux Ramadhan au service Mobinfo.

Mobinfo, est un service d'information pratique et utile, en plus des contenus existants, Mobilis offre deux nouveaux bouquets lié au mois sacré de Ramadhan, Bouquet dini & Bouquet utile.

■ Bouquet dini : Horaires de prières/imsak & Iftar, Douaa, Hadith dini, Ma3louma dinya...

■ Bouquet utile : Recettes, Météo, programme TV, Boukalette, cinéma, bien être...

Les clients Mobilis peuvent souscrire au bouquet souhaité en composant la formule *620# à 50 DA le bouquet !

Communiqué

Avec Ooredoo, profitez des promos inédites voix et Internet spéciales Ramadhan

Ooredoo, innovateur technologique, enrichit le quotidien de ses clients à l'occasion du mois de Ramadhan et lance des promotions inédites leur permettant de profiter de l'Internet mobile et d'appels en illimité durant tout le mois sacré aux meilleurs tarifs.

Pour plus de flexibilité, Ooredoo propose à ses clients des forfaits adaptés à leurs besoins. Ainsi, les clients souhaitant profiter d'Internet et d'appels en illimité, peuvent choisir parmi les deux formules proposées :

■ PROMO Haya! 60 : Pour 60 DA seulement, le client bénéficie d'appels illimités vers Ooredoo et de 200 Mo d'Internet, valables 2 heures.

■ PROMO Haya! 100: Pour 100 DA, le client bénéficie d'appels illimités vers Ooredoo, d'un accès illimité à Facebook et Messenger et de 100 Mo d'Internet, valables 24 h.

Pour répondre aux attentes des clients voulant bénéficier d'appels à moindres coûts durant ce mois sacré, Ooredoo lance également son offre promotionnelle «60 min vers tous à 100 DA», offrant 60 minutes d'appels vers tous les réseaux nationaux valables 24 h à partir de l'heure d'achat pour 100 DA seulement.

Pour profiter de ces promotions, le client Ooredoo peut souscrire en toute simplicité à la formule qui lui convient en composant le code *151# ou en se connectant sur : choof.ooredoo.dz

Avec ces promotions spéciales Ramadhan, accessibles dans le territoire national, Ooredoo apporte à ses clients sa vision digitale innovante qui leur permet de communiquer en toute liberté avec leurs familles et proches.

Communiqué

Annoncé depuis Skikda

Un numéro vert 1066 pour la généralisation de Tamazight

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a annoncé, samedi à Skikda le lancement officiel du numéro vert 1066 pour la généralisation de l'utilisation de la langue amazighe.



Le numéro assurera un service de traduction vers la langue amazighe, une assistance dans le choix des prénoms amazighs et la transcription dans la langue amazighe, a affirmé M. Assad lors du lancement de ce service en marge d'une conférence sur «l'amazighité en Algérie, état des lieux et perspective» organisée au Palais de la culture, à l'occasion du 23^{ème} anniversaire de la création du HCA.

La stratégie du HCA se base essentiellement sur l'enseignement progressif de cette langue dans les écoles et les universités, a affirmé le responsable de cette instance qui a mis l'accent sur les multiples partenariats conclus par le HCA avec les divers ministères et instances officielles dont les deux ministères de l'Education nationale et de la Communication.

Il a également cité le partenariat exemplaire du HCA avec l'Agence nationale d'information APS (Algérie presse service) qui a permis le lancement, en mai 2015, depuis Constantine du premier site officiel en amazigh à l'occasion de la Journée internationale de la liberté d'expression, estimant que ce partenariat offre «le meilleur modèle de ce que doit être un partenariat au service des intérêts de l'Etat algérien».

M. Assad a fait état «d'un bond qualitatif» en matière d'enseignement de la langue amazighe dont des effectifs sont passés de 37 690 élèves en 1996 à 43 725 en 2017 dans 38 wilayas, annonçant l'introduction de l'enseignement du tamazight à Skikda à partir de la prochaine rentrée scolaire.

Un master de traduction langue amazighe/langue arabe sera ouvert à la prochaine rentrée universitaire à l'Institut de la traduction de l'université d'Alger ainsi qu'une filière de formation d'enseignants du primaire spécialité langue amazighe à l'Ecole normale supérieure de Ouargla, a indiqué Si El Hachemi Assad qui a fait état d'une proposition par le HCA d'un projet académique à l'université de Skikda.

Il a également fait état du lancement d'un atelier pour la traduction vers la langue

tamazigh du Saint Coran conjointement par le HCA et le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

M. Assad a porté l'accent sur les efforts du HCA pour l'encouragement de la publication d'oeuvres littéraires en amazigh et la consécration de la célébration du Nouvel An amazigh.

Le responsable du HCA a salué les efforts du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a institué le Nouvel An amazigh, journée chômée et payée favorisant la promotion de la langue amazighe. Il a également évoqué les efforts des hommes et femmes ayant contribué au lancement de la première instance en Algérie chargée de la réhabilitation de la langue et de la culture amazighes.

M. Assad a visité hier des établissements scolaires et de la formation professionnelle avant de présider l'ouverture à la Maison de la culture Mohamed-Seradj d'un club d'enseignement de la langue amazighe dans une initiative conjointe avec la direction de wilaya de la culture.

Bilal L.

Mois de Ramadhan à Constantine

Tendance baissière des prix des fruits et légumes

Les prix des fruits et légumes sur les marchés de Constantine affichent durant la seconde semaine de Ramadhan une tendance à la baisse à la faveur d'une offre abondante contrairement aux prix des viandes qui persistent sur leur montée, a-t-on constaté samedi.

Ainsi, sur le marché du centre-ville de Constantine, la pomme de terre est cédée entre 70 et 50 DA le kilogramme, la tomate entre 70 et 80 DA, la courgette et le piment 120 DA et les haricots verts entre 180 et 200 DA contre 260 DA au début du mois de jeûne. La carotte a été vendue à 70 DA le kg, la laitue à 120 DA, l'oignon à 70 DA, la pêche et l'abricot à 200 DA et la fraise à 180 DA. Dans le même temps, les prix des viandes ont conservé leur niveau haut avec 345 DA le poulet, 1 400 DA la viande ovine et 1 250 DA celle bovine.

Pour Slimane Aouane, le secrétaire de wilaya de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa), ce recul est dû à la mise sur le marché de grandes quantités de fruits et légumes de la saison, notamment après l'amélioration des conditions climatiques. Il est également attendu que cette tendance à la baisse se poursuive dans les prochains jours avec la récolte importante de la pastèque, du melon et du raisin.

M. Aouane a attribué la flambée des prix les premiers jours de ramadhan au pic de l'affluence des consommateurs dans les marchés, estimant que les coûts élevés des aliments de bétail et volailles constituent le principal facteur responsable de la montée des prix des viandes. Pour les commerçants, l'abondance des légumes et fruits sur les marchés de gros explique le recul des prix sur les marchés de détail.

H. L.

ANSEJ de Chlef

Levée du gel sur les filières aviculture et froid

L'antenne de Chlef, relevant de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) a levé le gel concernant les filières de l'aviculture, du froid et du stockage ouvrant ainsi la perspective aux jeunes d'investir ces secteurs grâce à un soutien de ce dispositif, a-t-on appris samedi de son directeur.

Selon Abdelkader Ghomri, cette levée de gel, approuvée par la direction générale, a été dictée par la grande demande exprimée à l'échelle locale sur les activités agricoles, dont notamment l'aviculture, le froid et le stockage.

Après avoir relevé que l'opportunité est désormais ouverte aux diplômés universitaires dans les filières agricoles, de même qu'aux diplômés du secteur de la formation professionnelle, détenteurs d'un CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) pour bénéficier d'un soutien et d'un accompagne-

ment dans ces domaines, le même responsable a ajouté que cette démarche vient pour couvrir les besoins du marché local du travail, mais aussi encourager les activités afférentes aux projets agricoles et ce, conformément à la stratégie du gouvernement et au caractère foncièrement agricole de la wilaya.

Selon les chiffres fournis par M. Ghomri, 22 projets dans différentes filières agricoles ont été agréés au financement par l'Ansej de Chlef durant le premier trimestre 2018, un bilan qualifié de «positif» comparativement au nombre de projets agréés à la même période de l'année dernière, «soit seulement quatre», a-t-il indiqué.

Toujours au titre des efforts visant l'encouragement de l'investissement agricole, le même responsable a signalé la formation de 130 agriculteurs (culture maraîchère), à la même période, en collaboration avec la direction de la formation profes-

sionnelle. Par ailleurs, M. Ghomri a relevé que certains bénéficiaires du dispositif de l'Ansej investissent dans des domaines agricoles dans des wilayas voisines en raison du manque de lopins de terre arables ou encore l'impossibilité de leur exploitation selon la réglementation en vigueur, précisant qu'une action est en cours en coordination avec la direction du cadastre en vue d'affecter des lots de terrain relevant du domaine de l'Etat au profit des jeunes désirant investir dans la wilaya.

Les projets agricoles financés par l'Ansej en 2017 à Chlef ne dépassent pas un taux de 22%. Les services de l'Agence ont pour objectif de financer près de 50 à 60% des projets agricoles pour cette année 2018, a ajouté le même responsable.

R. N.

Durant la première semaine de Ramadhan

Actions caritatives et travail de bénévolat accrus pour les associations

De nombreuses associations ont lancé d'intenses actions caritatives et de bénévolat durant la première semaine du mois de Ramadhan à travers l'ouverture de restaurants pour l'iftar (repas de rupture de jeûne) et d'espaces pour servir des repas chauds aux personnes de passage et personnes nécessiteuses et la distribution de colis alimentaires aux familles démunies.



Dans le cadre de ces actions de bénévolat, l'association nationale El Ihsane SOS 3ème âge en détresse a ouvert 15 restaurants de l'iftar à travers les bureaux dont elle dispose dans certaines wilayas du pays, à l'instar de Biskra, Constantine, Ghardaïa, Illizi, Tamanrasset, El Menéa, Naâma, Tindouf et Adrar où 450 repas chauds sont servis quotidiennement aux personnes de passage et personnes nécessiteuses qui peuvent même les emporter avec eux, a déclaré à l'APS la présidente de l'association, Souad Chikhi.

Dans ce contexte, Mme Chikhi a mis l'accent sur le rôle de la société civile en tant que partenaire-clé des autorités publiques en matière de renforcement de l'action de solidarité, de promotion de l'action de proximité et de la cohésion sociale et de prise en charge des catégories démunies et vulnérables au sein de la société, en prêtant assistance aux nécessiteux, aux personnes aux besoins spécifiques et aux personnes âgées et veuves.

L'association El Ihsane distribuera, samedi dans une première étape, quelque 300 couffins du Ramadhan au profit des nécessiteux et des handicapés à Alger, Tipasa, Chlef et Tiaret, a-t-elle fait savoir, soulignant que ces couffins dont le coût varie entre 8 000 et 10 000 DA contiennent des produits alimen-

taires de base.

Le programme de solidarité de l'association compte célébrer la Fête des mères en organisant un déjeuner et une cérémonie en l'honneur des personnes âgées durant laquelle des présents seront distribués dans les centres pour personnes âgées de Dely Ibrahim, Sidi Moussa et Birkhadem. Une cérémonie est également prévue le 14e jour du mois de Ramadhan pour honorer des enfants et personnes âgées récitant le Saint Coran.

L'association prévoit, aux derniers jours de ce mois sacré, une cérémonie de circoncision collective au profit de 150 orphelins et nécessiteux. Elle compte également rendre visite aux enfants malades dans les hôpitaux pour partager la joie de l'Aïd avec eux et leur distribuera des vêtements et des cadeaux.

Par ailleurs, le président de l'association algérienne de l'action sociale, Ali Bouaïchaoui, a indiqué que les actions caritatives de son association reposent essentiellement sur la distribution du couffin du mois de Ramadhan, précisant que 214 couffins ont été distribués aux familles nécessiteuses inscrites sur des listes établies en coordination avec les présidents de quartiers et le bureau communal de l'association à Alger, M'sila, Bouira et Mostaganem.

Soulignant que l'Association s'employait à la préparation d'un autre lot de 500 couffins au profit des familles nécessiteuses ainsi que des opérations de circoncision collective au profit de 150 enfants issus de familles démunies à partir de la deuxième moitié du mois sacré, M. Bouaïchaoui a fait état de l'ouverture, par la même association, de deux restaurants pour l'iftar à Sidi Aïssa (M'sila) et à Bouira offrant près de 180 repas chauds par jour aux gens de passage.

L'Association algérienne de l'action sociale contribue aux opérations de solidarité destinées aux catégories vulnérables et en détresse sociale et les personnes en situation difficile, à l'instar des personnes âgées et les femmes en détresse. Elle accompagne également les demandeurs du travail à travers l'organisation de cycles de formation de courte durée et des aides avec des moyens simples.

Par ailleurs l'Association Nas El Kheir qui active dans le domaine du bénévolat, oeuvre grâce à ses différents représentants à travers le pays et la mobilisation de jeunes bénévoles, à la concrétisation de son programme Rana h'na (Nous sommes là), lancés dans 19 wilayas.

A cet égard, le secrétaire général de Nas El Kheir, Mohamed Mounir Kourbi, a fait savoir que le projet Rana h'na comporte plu-

sieurs actions de solidarité, dont l'ouverture de 19 restaurants pour l'iftar servant entre 200 et 900 repas chauds par jour pour les gens de passage et les personnes démunies dans plusieurs wilayas du pays, ainsi que des s'hour servis au niveau des gars routières des grands villes à l'instar de Biskra, Oran et Annaba.

Durant le mois sacré, l'association Nas El Kheir distribue entre 100 et 500 couffins de Ramadhan à travers les wilayas, suivant les moyens disponibles et les besoins exprimés dans chaque wilayas, ainsi 1 300 couffins ont été distribués dans la capitale depuis le début de Ramadhan.

Selon M. Kourbi, l'Association a programmé également des opérations de circoncision au niveau de plusieurs wilayas au profit de près de 100 enfants issus de familles démunies et des orphelins à partir de la deuxième moitié du Ramadhan, soulignant que l'opération se poursuivra jusqu'à Laïlet El Kadr (Nuit du destin) et sera accompagnée de la distribution de vêtements de l'Aïd pour donner le sourire à ces enfants.

Dans le même contexte, la présidente de l'association caritative El Hanane, Mme Medhar Malika a indiqué que son association, activant au niveau d'Alger, avait distribué, depuis le début du mois de Ramadhan, 200 couffins contenant des produits alimentaires au profit des nécessiteux, des personnes handicapées, des veuves et des familles à faible revenu.

Rappelant que son association active dans les oeuvres caritatives depuis 15 ans, en vue d'aider les catégories démunies de la société, Mme Medhar a fait savoir que durant le mois sacré, des opérations de circoncision collective avaient été programmées au profit de 20 orphelins qui bénéficieront par l'occasion de vêtements et de cadeaux.

Pour rappel, la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Saïda Benhabiles a déclaré à l'APS, que " 350 000 familles démunies à travers le pays ont été recensées suite à un travail mené au niveau local ", insistant sur " la nécessité d'établir un fichier sur cette catégorie sociale pour une meilleure prise en charge des personnes nécessiteuses ".

Concernant le programme du CRA pour le mois de Ramadhan, elle a expliqué que les activités de solidarité " dépendent de l'apport des donateurs, ce qui déterminera le nombre de familles pouvant bénéficier de ces aides ", étant donné que le CRA ne bénéficie pas de subvention de l'Etat, a-t-elle précisé.

R. S.

Djelfa

Aides au profit des nomades et populations des zones reculées

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a procédé ces dernières 48 h à la distribution d'aides au profit des nomades et populations des zones reculées de la wilaya de Djelfa, dans le cadre de l'opération Solidarité Ramadhan de cette année.

L'initiative a été conduite par la présidente du CRA, Saïda Benhabiles, qui a effectué, à l'occasion, une tournée dans nombre de localités désertiques de l'extrême sud de Djelfa (Oum Laâdham, Kettar et Selmana), mais aussi de l'ouest et de l'est de la région (Ledouis, Ben Yakoub, Zekkar et Sidi Bayzid). La caravane de solidarité, qui a profité à quelque 350 familles, a parcouru un périmètre géographique de près de 1 000 km.

" Cette action de solidarité

Ramadhan est une tradition initiée depuis 2014 par le Croissant-Rouge algérien ", a déclaré samedi, Mme Benhabiles dans un entretien avec l'APS, signalant que l'opération a consisté, cette année, dans la distribution de colis alimentaires d'une valeur unitaire de 7 000 DA au profit des familles nomades et autres populations des régions reculées de Djelfa vivant dans des conditions difficiles ". La présidente du CRA s'est dite " très touchée " par les populations de ces régions, pour qui l'Etat a accordé des aides en vue de l'amélioration de leur cadre de vie, mais qui vivent néanmoins dans des conditions de vie difficiles, déplorant l'existence d'enfants non scolarisés et d'autres handicapés dans une même famille. "Mais ces gens demeurent forts et gardent le souri-

re ", a-t-elle constaté admirativement.

Ajoutant que cette initiative de solidarité fait partie des objectifs de la stratégie mise en place par le CRA, visant à venir en aide aux populations des régions des montagnes, sahariennes et frontalières du pays, tout en veillant à l'ancrage d'une culture de solidarité.

Parallèlement à la distribution de ces aides alimentaires, l'opportunité a été exploitée pour s'informer de plus près, auprès des populations ciblées, sur leurs préoccupations à l'échelle locale, en vue d'oeuvrer à leur trouver des solutions, en collaboration avec les autorités locales, qui étaient sur place, a-t-elle fait savoir.

" Le rôle du CRA est complémentaire aux efforts de solidarité de l'Etat ", a-t-elle encore souligné,

soutenant que le défi a été relevé, grâce à l'ancrage de la culture de solidarité, " sans avoir eu recours au Trésor public et aux aides de l'Etat ".

Sachant que l'Etat a initié la politique de solidarité sous différentes formes, en garantissant, notamment le droit à la gratuité de l'enseignement et de la santé, et la lutte contre les disparités sociales et la pauvreté. Une politique, dont la consécration est tributaire, selon Mme Benhabiles, de " cette complémentarité dans la culture de solidarité, qui est un réflexe quotidien ", a-t-elle observé.

Parmi les autres objectifs du CRA dans la wilaya, Mme Benhabiles a cité la création d'un espace au service de l'humanité, intitulé " Les amis du Croissant-Rouge algérien ", lequel englobera

l'ensemble des acteurs de la société, entre hommes d'affaires, sportifs, hommes de culture et de culte et autres historiens et jeunes de la région.

" Ces acteurs vont oeuvrer à la consécration de la complémentarité devant exister dans la culture de solidarité entre les membres de la société et l'Etat (politique de solidarité) ", a-t-elle expliqué.

Le CRA est contre la solidarité circonstancielle, comme c'est le cas durant le mois de Ramadhan, a néanmoins relevé Saïda Benhabiles, plaidant pour une " solidarité dans la durée ", et pourquoi pas durant toute l'année, a-t-elle indiqué, signalant, en outre, une action en cours pour l'acquisition de vêtements de l'Aïd El Fitr au profit des nécessiteux.

Y. T.



Ain Benian (Alger)

Grande affluence des citoyens sur le marché de solidarité



Le marché de solidarité organisé à l'occasion du mois de Ramadhan à la commune de Ain Benian (Alger), connaît une grande affluence des habitants de la capitale, qui s'y rendent pour acquérir différents produits alimentaires à des prix "raisonnables".

Pprès de 100 commerçants exposent leurs marchandises dans les différents stands du marché où des citoyens se rendent en ce dixième jour de Ramadhan, pour acheter différents produits à des prix concurrentiels, a constaté l'APS sur place.

Le marché de solidarité accueille nombre de startups soutenues par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), outre un stand consacré à l'office national interprofessionnel des légumes et viandes qui a opté pour la commercialisation directe de ses marchandises au profit des consommateurs, outre un autre stand pour l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC).

Plusieurs citoyens préfèrent se promener entre les stands du marché à la quête d'une meilleure offre, à l'image de la pomme de terre cédée à 40 DA, ail (40 DA), courgette (85 DA), poivron (85 DA), concombre (85 DA), oignon (50 DA), laitue (120 DA), betterave (85 DA), dattes (250 DA), citron (280 DA) et carottes (75 DA).

Par ailleurs, le visiteur du marché peut relever que le prix des viandes au niveau de l'unique rayon qui leur a été consacré, varie légèrement des prix pratiqués dans d'autres

marchés, où le prix de la viande locale de l'agneau est de 1250Da alors, le prix de la viande de veau importé et de 890Da et celui de la viande de Bœuf est de 980Da.

Un autre rayon a été consacré aux poissons congelés avec des prix concurrentiels variant entre 200Da et 750Da dont les crevettes, les fruits de mer, le calamar et le saumon.

Un visiteur a indiqué que les prix sont raisonnables pour quelques produits à l'image des pâtes, des fruits et des légumes, où il existe une différence de 30Da entre les prix de ce marché et ceux des autres marchés, en l'occurrence le riz (90Da), les pois chiches (300Da), les lentilles (145Da), les haricots (145Da), la margarine (210Da la boîte de 500gr) et les pâtes (40Da la boîte de 500gr).

Un autre visiteur a, également, indiqué qu'il se rend chaque deux jours au marché afin de faire ses emplettes, venant de la commune de Hammamet, soulignant que le marché de solidarité est une occasion pour les fabricants et les producteurs de faire connaître leurs produits "et ce pour permettre au consommateur de retrouver confiance dans le produit local".

Cet espace commercial a permis aux familles d'acheter différents produits alimentaires à des prix "assez bas" par rapport à ceux proposés au niveau des autres marchés, puisqu'ils se vendent du producteur au consommateur directement, sans intermédiaire, a-t-il ajouté, appelant à la nécessité d'améliorer, l'année prochaine, les conditions du marché de solidarité (superficie, parking...etc).

Par ailleurs, une femme au foyer dans la quarantaine s'est réjoui des prix bas des dif-

férents produits alimentaires et fruits, pratiqués dans ce marché qu'elle visite pour la première fois, ainsi la tomate est exposée à la vente à un prix variant entre 50 et 90 DA contre 120 DA ailleurs, la fraise à 150DA contre 200 DA dans le marché communal du 8 mai 45 et les autres marchés voisins.

Depuis le début du mois sacré, cette femme fait ses courses dans ce marché, a-t-elle affirmé, soulignant que la qualité du produit local ne diffère pas trop de la qualité du produit importé, commercialisé à des prix très élevés. Le même constat a été fait par un habitué de ce marché inclut dans l'avenir d'autres produits tels que les viandes et les vêtements en prévision de l'aïd.

"Pas moins de 332 brigades de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude ont été mobilisées et sont déjà présentes sur le terrain dans l'ensemble des marchés de proximité et grandes surfaces de la capitale, dans le cadre de la protection du consommateur et l'organisation et la régulation du marché, pour "veiller à la stabilité des prix et éviter la spéculation", avait déclaré à l'APS le représentant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Ayache Dahar.

Par ailleurs, M. Dahar a fait annoncer l'ouverture de 9 marchés de proximité, à l'occasion du mois de Ramadhan, avec la participation de plus de 5500 opérateurs économiques, et ce en coordination avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), rappelant, dans ce contexte, que "la wilaya d'Alger dispose de 98 marchés destinés à la vente de différents produits".

A. B.

Batna

De nouveaux établissements scolaires pour la rentrée

■ Onze infrastructures scolaires, tous cycles confondus, en réalisation dans la wilaya de Batna, seront réceptionnées au titre de la rentrée prochaine 2018-2019, a annoncé samedi le directeur du secteur, Djamel Belkadi. "Six (6) écoles primaires, trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM) et deux (2) lycées seront mis en service dans les communes d'Oued Chaaba, de Djezzar, d'Ouled Si Slimane, d'Arris et de Chir", a indiqué le responsable.

Il a également affirmé la réception "au cours de la même période" de sept (7) groupements scolaires, de dix (10) projets d'extension d'écoles primaires, de trois (3) demi-pension, dont deux (2) dans des CEM à Barika et à Arris et une (1) dans un lycée de la ville de Batna, ainsi que six (6) salles de sport dans différents établissements scolaires de la wilaya.

Le directeur de l'Education a indiqué que les projets de réalisation de trois (3) unités de dépistage et de suivi (UDS) ainsi que quatre (4) cantines scolaires (programme 2018) et une (1) école primaire dans la commune d'Ain Djasser, sont en chantier et affichent des taux d'avancement "divers". Ces nouvelles infrastructures permettront, après leur mise en service, d'améliorer les conditions de scolarisation notamment dans les zones éloignées, a dit M. Belkadi.

Il est à noter que la wilaya de Batna compte, à travers ses 61 communes, 650 écoles primaires, 178 CEM et 88 lycées.

Reda A.

Souk Ahras

Vaste opération d'élimination des fuites sur le réseau d'eau potable

■ Une vaste opération d'élimination des fuites sur le réseau de distribution d'eau potable (AEP) a été lancée à la fin de la semaine passée à Souk Ahras, a indiqué samedi le directeur local de l'Algérienne des eaux (ADE), Fateh Thabet. L'opération concernera les "points noirs" les réseaux de distribution des 26 communes de la wilaya, qui compte un réseau de 1.228 km, a précisé le responsable à l'APS. Au chef-lieu de wilaya, l'opération de réhabilitation du réseau est menée dans les quatre cités du Faubourg, Berral Salah, Djenane Tefah et Hamma Loulou, a-t-il ajouté, assurant que depuis le début du mois d'avril passé, 272 fuites dus notamment aux branchements illicites ont été éliminées. En prévision de l'amélioration du service de l'eau pour la saison estivale, des actions de nettoyage des châteaux d'eau ont été engagées, a-t-on encore révélé. Le wali de Souk Ahras a présidé la fin de la semaine passée la mise en exploitation d'un forage profond d'un débit de 20 litres/seconde destiné à contribuer à l'amélioration du service d'eau dans le cadre d'une opération prévoyant le fonçage de 16 forages au titre du programme d'urgence arrêté mars passé lors de la visite du secrétaire général du ministère des Ressources en Eau, selon la direction concernée. Le taux de couverture de la wilaya par le réseau d'eau est passé de 52 % en 1999 à 98 % actuellement tandis que celui du réseau d'assainissement a cru de 50 % à 96 % pour la même période, selon la direction des Ressources en eau, qui souligne que le ratio quotidien par habitant d'eau potable a également évolué de 93 litres en 1999 à 134 litres actuellement.

R. N.

Mostaganem

Réception de 44 camps lors de la prochaine saison d'été

Pas moins de 44 camps d'été, d'une capacité d'accueil globale de 18.000 lits, seront réceptionnés lors de la prochaine saison estivale dans la wilaya de Mostaganem, a révélé samedi la directrice de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat, Hayat Maameri.

"Les mesures de concession concernant l'ouverture et l'aménagement de ces camps d'été sont en phase avancée de réalisation, notamment à Sidi Lakhdar qui compte plus de 15 camps", a indiqué Mme Maameri à l'APS.

Ces camps d'été, qui s'ajoutent à six autres d'une capacité de 1.750 lits, permettront cette année l'accueil d'un grand nombre de familles et estivants dans des conditions propices et à des prix raisonnables, a-t-elle poursuivi.

Ces structures permettront cet été d'aug-

menter la capacité d'accueil de la wilaya de Mostaganem à 28.000 lits, dont 4.800 au niveau des hôtels, résidences et complexes touristiques et 5.200 aux centres de vacances, auberges de jeunes et établissements de solidarité, a-t-on relevé.

En outre, plus de 750 millions DA ont été débloqués pour l'aménagement des espaces verts, revêtement des routes, réalisation de clôture pour le camp d'été et l'acquisition de matériel de nettoyage des plages, a-t-on ajouté.

Parallèlement à ces projets, la concession est accordée pour la création de 5 forêts de divertissement et de repos en plus de l'équipement de 28 espaces au sein des forêts pour encourager le tourisme de montagne, a encore révélé Mme Maameri.

Le wali de Mostaganem, Mohamed

Abdenour Rabhi, a insisté sur la réception dans les délais impartis des camps réalisés à Bahara (commune de Ouled Boughanem) et Ain Brahim (Sidi Lakhdar), ainsi que ceux des communes de Benbadelmalek Ramdane, Ouréah (Mazaghran) et Mactaa (Fornaka).

Le wali a instruit des responsables locaux d'aménager des espaces boisés proches des plages, qui enregistrent en été une forte présence des familles et des estivants de la wilaya et d'autres régions.

La wilaya de Mostaganem a enregistré la saison estivale écoulée (2017), une affluence record d'estivants au niveau des 34 plages autorisées à la baignade avec plus de 16,5 millions d'estivants par rapport à 2016 qui a enregistré une affluence de 11 millions d'estivants.

H. T.

CONFLITS ▶▶

Syrie

26 forces du régime et neuf combattants russes tués dans une attaque de Daech

Au moins 26 membres des forces du régime syrien et neuf combattants russes ont été tués dans une attaque du groupe jihadiste Etat islamique (EI) perpétrée mercredi dans l'est de la Syrie, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).



Selon l'Osdh, les jihadistes ont visé un groupe de combattants syriens et russes alliés dans une zone désertique de la province de Deir Ezzor, près de la ville de Mayadine.

«35 forces progouvernementales ont été tuées, et parmi elles figurent au moins neuf combattants russes. Une partie de ces

Russes sont des soldats, mais pas tous», a déclaré à l'AFP, le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

Les 26 autres appartiennent aux forces du régime de Bachar al-Assad, a-t-il ajouté.

L'armée russe soutient Damas, dans les airs et au sol, depuis septembre 2015. Des informations circulent par ailleurs sur la pré-

sence de mercenaires russes sur le terrain.

Hier, le ministère russe de la Défense a plus tôt fait état de la mort de quatre soldats russes dans des affrontements dans cette région, sans toutefois mentionner de date ni de lieu précis.

Selon l'Osdh, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, il

s'agit bien du même incident.

Deux des soldats russes tués étaient «des conseillers militaires commandant l'artillerie syrienne» et sont morts sur place, a encore dit le ministre russe de la Défense, cité par les agences russes.

«Trois autres soldats russes ont été blessés et rapidement emmenés» sur une structure hospitalière de l'armée en Syrie, a ajouté ce ministère. Deux ont finalement succombé à leurs blessures, d'après la même source.

Selon Moscou, les affrontements ont éclaté quand «plusieurs groupes terroristes mobiles ont attaqué l'artillerie gouvernementale syrienne de nuit».

Dimanche, un journal local de la ville de Chita en Sibirie a de son côté fait état de l'enterrement dans l'intimité de quatre soldats russes, tués selon ce journal le 23 mai en Syrie. Les troupes du régime syrien et ses alliés d'un côté, la coalition internationale et les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition dominée par les Kurdes) de l'autre mènent des offensives distinctes contre l'EI dans la province de Deir Ezzor, ultime région où l'organisation ultra-radicalise contrôle des territoires.

Officiellement, 92 militaires russes ont péri en Syrie depuis le début de l'intervention de Moscou dans le conflit.

Environ 3 000 soldats russes se trouvent en Syrie, en grande majorité déployés sur la base aérienne de Hmeimim, dans le nord-ouest du pays.

AFP

Yémen

Quatre civils tués dans un raid sur la capitale Sanaa

Quatre personnes, dont une femme, ont été tuées et onze blessées dans un raid aérien samedi soir sur une station-service de la capitale yéménite Sanaa, ont indiqué des sources médicales.

L'aviation de l'Arabie Saoudite, qui mène une coalition contre les rebelles Houthis pro-iraniens contrôlant Sanaa, intervient quasi-quotidiennement au Yémen.

La station de la Yemen Oil Co. (YCO) a été touchée lors d'une série de frappes aériennes juste avant la rupture du jeûne musulman du ramadan, ont affirmé des témoins.

Un premier bilan, de source médicale,

faisait état d'un seul mort, mais il a été révisé à la hausse.

Riyad a annoncé samedi la mort de deux soldats saoudiens dans des combats avec les rebelles à la frontière.

Les forces saoudiennes ont par ailleurs intercepté et détruit un drone des Houthis de fabrication iranienne qui visait l'aéroport international d'Abha, dans le sud du royaume, proche du Yémen, a indiqué le porte-parole de la coalition dirigée par Riyad, le colonel Turki al-Maliki.

L'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et d'autres pays arabes interviennent militairement au Yémen depuis 2015 pour restaurer le gouvernement internationale-

ment reconnu qui a été chassé de la capitale Sanaa.

Le conflit a fait près de 10 000 morts et plus de 55 000 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé. Plus de 2 200 autres personnes sont mortes du choléra, alors que le Yémen est le théâtre de «la pire crise humanitaire du monde», selon les Nations unies.

Dans une déclaration publiée jeudi, le chef des opérations humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock, s'est déclaré «extrêmement inquiet» devant l'escalade des combats ces dernières semaines.

Le Yémen, a-t-il dit, compte 8,4 millions de personnes «au bord de la famine» et, «si

la situation ne s'améliore pas, 10 millions de personnes supplémentaires rejoindront cette catégorie d'ici la fin de l'année».

AFP

Pakistan

L'armée convoque un ancien chef des renseignements

L'armée pakistanaise a annoncé avoir convoqué un ancien chef de ses services de renseignement pour d'éventuelles violations du code de conduite militaire après la sortie d'un livre coécrit par ce dernier et son ancien homologue indien.

Chroniques d'un espion : RAW, ISI et l'illusion de la paix se présente comme une série de discussions entre le lieutenant-général en retraite Asad Durrani, patron de l'Inter services intelligence (ISI) pakistanaise entre 1990 et 1992, A.S Dulat, l'ex-chef de l'Aile de recherche et d'analyse (Research and analysis wing - RAW), l'agence de renseignement indienne, et un journaliste indien.

Les deux hommes y abordent différents sujets polémiques, dont l'Afghanistan, le Cachemire et les relations très houleuses entre Inde et Pakistan depuis leur partition en

1947. D'après plusieurs médias, Asad Durrani admet notamment dans ce livre le rôle du Pakistan dans les soulèvements en cours au Cachemire indien. Le porte-parole de l'armée, le général Asif Ghafoor, a fait savoir sur Twitter dans la nuit de vendredi à samedi qu'Asad Durrani serait convoqué au quartier général de l'armée pakistanaise le 28 mai, où «il lui sera demandé d'expliquer ses positions sur des points de vue qui lui sont attribués dans le livre» et qui peuvent s'apparenter à une «violation du Code de conduite s'appliquant aux militaires en service et en retraite».

Vendredi, l'ancien-Premier ministre Nawaz Sharif l'avait critiqué pour divulgation présumée de secrets nationaux, tentant vraisemblablement de dresser un parallèle avec ses propres déclarations récentes qui suggéraient que des combattants pakistanais étaient impliqués dans les attentats de

Bombay en 2008. «Des organisations de combattants sont actives. Si on les appelle «organisations non étatiques», doit-on leur permettre de traverser la frontière et de tuer 150 personnes à Bombay ? «Expliquez-moi. Pourquoi ne pouvons-nous pas conduire un procès à son terme ?», s'était interrogé l'ex-chef du gouvernement mi-mai dans un quotidien pakistanaise. Ces propos avaient provoqué une levée de boucliers au sein de la classe politique pakistanaise, où M. Sharif s'était vu accuser de porter atteinte aux intérêts du pays qu'il a dirigé à trois reprises. Destitué en juillet pour corruption, il demeure une figure de premier plan dans la vie politique du Pakistan et le parti qu'il a créé l'un des favoris pour les législatives de cet été. Les attentats de Bombay, qui avaient fait 166 morts, ont manqué de provoquer une guerre entre l'Inde et le Pakistan.

Reda A.

Ghaza Deux Palestiniens tués dans une frappe de l'armée israélienne

Deux Palestiniens ont été tués dimanche par l'armée de l'occupation israélienne dans le sud de la bande de Ghaza, a annoncé le ministère de la Santé de l'enclave.

Les deux hommes Hussein al-Amour, 25 ans, et Abdel Halim al-Naqa, 28 ans, ont été tués par le tir d'un char, à l'est de Rafah, une ville située dans le sud de l'enclave palestinienne, a indiqué le ministère.

Les habitants de Ghaza ont pris part entre fin mars et mi-mai à plus de six semaines de mobilisation pour réclamer le droit des Palestiniens de retourner sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies en 1948.

Au moins 118 Palestiniens ont été tués par des tirs des soldats israéliens dans l'enclave depuis le début de ce mouvement le 30 mars, selon un nouveau bilan fourni par le ministère de la Santé.

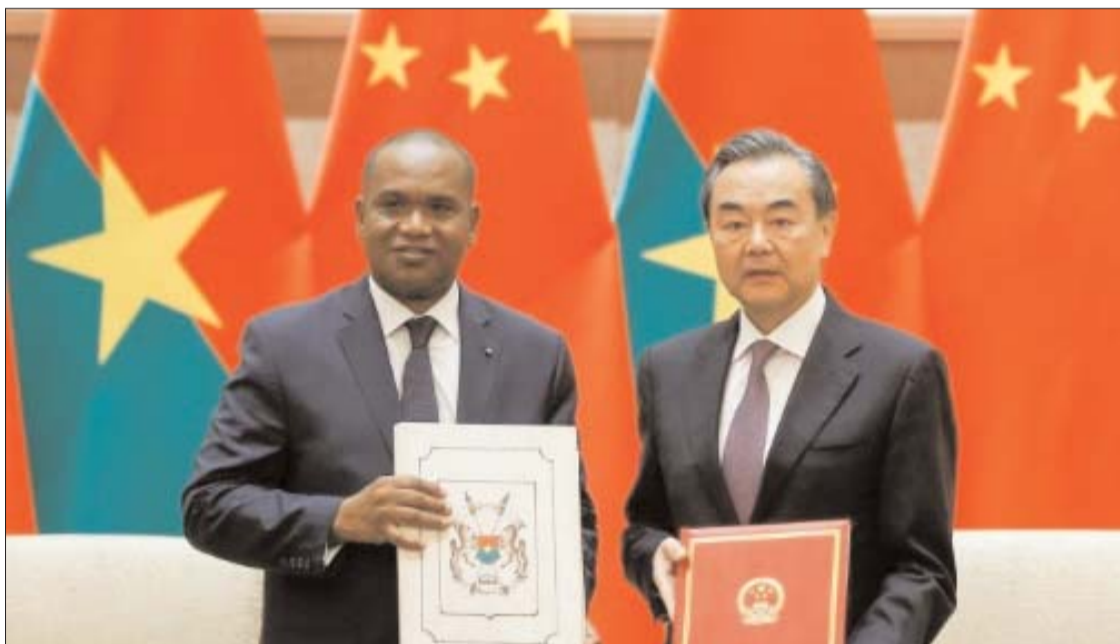
La mobilisation a connu sa journée la plus meurtrière le 14 mai, jour du transfert controversé à El Qods occupée de l'ambassade américaine.

R. N.

Après avoir rompu avec Taïwan

Burkina Faso établit des relations diplomatiques avec la Chine

La Chine et le Burkina Faso ont établi samedi des relations diplomatiques, trois jours après la rupture entre le pays ouest-africain et Taïwan, marquant une nouvelle victoire dans la campagne menée par Pékin pour isoler l'île rebelle.



Cette annonce a été faite dans un communiqué conjoint signé à Pékin par le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue burkinabè Alpha Barry.

"Il n'y a qu'une seule Chine dans le monde", a déclaré M. Wang à l'issue de la signature du communiqué. "Le gouvernement du Burkina Faso suit la tendance de l'époque et a pris la bonne décision politique".

Qualifiant la Chine de "plus importante économie du monde", M. Barry a dit espérer que le Burkina Faso tire profit de cette nouvelle relation.

La signature de ce communi-

qué était largement attendue après la rupture, annoncée jeudi par Ouagadougou, des relations entre le Burkina Faso et Taïwan, qui n'a cessé de perdre du terrain ces dernières années au profit de la Chine dans les pays en développement.

Pékin ne cesse de renforcer sa présence en Afrique, désireux de garantir les approvisionnements de matières premières et sources d'énergies cruciaux pour la croissance de la deuxième économie du monde.

Taïwan fustige une "diplomatie du dollar"

Depuis 2000, plusieurs pays

africains dont le Tchad et le Sénégal, qui recevaient des aides de Taïwan, ont rompu leurs relations avec l'île afin de bénéficier de la coopération avec Pékin.

La présidente taïwanaise Tsai Ing-wen a pour sa part fustigé le "comportement grossier" de la Chine depuis la rupture de Ouagadougou, accusant Pékin d'utiliser la "diplomatie du dollar" pour s'attirer des alliés.

"Nous ne tolérerons plus cela", a-t-elle dit alors que le Burkina est le quatrième pays à changer de camp depuis son élection il y a deux ans.

Sa défection a d'ailleurs amené le ministre taïwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu,

à présenter sa démission cette semaine.

Avec ses 14 millions d'habitants, le Burkina Faso était l'un des États africains le plus peuplé à résister encore aux sirènes de Pékin.

Leur coopération était essentiellement axée sur les secteurs de la santé, de l'hydraulique, de la riziculture, de l'éducation et de la formation professionnelle.

Après cette rupture, le Swaziland reste le seul pays du continent à entretenir encore des relations diplomatiques avec Taïwan.

"Nous espérons que ce pays rejoindra le plus vite possible la grande famille de l'amitié sino-africaine", a déclaré M. Wang après la signature du communiqué conjoint.

Aujourd'hui, seuls 18 États, parmi lesquels le Vatican et des nations du Pacifique et d'Amérique latine (Honduras, Guatemala ou Kiribati), reconnaissent l'île séparée de fait de la Chine communiste depuis 1949.

Avant le Burkina Faso, la République dominicaine avait elle aussi annoncé sa rupture avec Taïwan le 1er mars.

Taïwan s'était séparé en 1949 de la Chine continentale, gouvernée par le Parti communiste chinois, à l'issue d'une guerre civile entre communistes et nationalistes. Mais Pékin refuse de reconnaître sa souveraineté.

Les relations diplomatiques entre Pékin et Taïwan se sont envenimées depuis l'arrivée de la présidente Tsai en 2016.

AFP

En provenance du Soudan L'Éthiopie intercepte des armes illégales

■ Les autorités de l'État d'Amhara (nord de l'Éthiopie) ont annoncé samedi avoir intercepté 116 armes à feu et des milliers de balles transférées illicitement du Soudan à l'Éthiopie, ont rapporté des médias officiels. Aberaraw Yehuala, chef du département de police de la localité de Metema Ouest, de la région de Gondar occidental, de l'État d'Amhara, a annoncé que les armes illégales ont été interceptées grâce à la coordination entre les autorités civiles locales, les forces de sécurité régionales et l'armée éthiopienne, a rapporté l'agence de presse officielle de l'Éthiopie. Selon M. Yehuala, les armes ont été interceptées cette semaine, lors des contrôles sur les camions en provenance du Soudan. Trois chauffeurs ont été arrêtés, ils ont été soupçonnés de tenter de faire passer les armes illégales en Éthiopie. De violentes manifestations anti-gouvernementales dans la région de Gondar, de l'État d'Amhara en juillet 2016 sur la réaffectation d'un district à l'État voisin de Tigray il y a deux décennies, ont provoqué un affrontement armé entre les forces de sécurité et des civils armés, faisant plusieurs morts aux deux parties.

Depuis lors, le gouvernement fédéral éthiopien et l'État d'Amhara ont renforcé les contrôles sur les véhicules qui circulent entre la région de Gondar et le Soudan, afin d'éviter une répétition des affrontements de juillet 2016. L'Éthiopie exerce un contrôle strict sur les licences et la circulation d'armes à travers le pays.

R. A.

Cameroun

22 morts vendredi lors d'un affrontement en zone anglophone

Vingt-deux personnes ont été tuées vendredi lors d'un affrontement entre l'armée et un groupe de "criminels" dans le nord-ouest anglophone du Cameroun, a appris l'AFP samedi auprès d'un député d'opposition.

"Vingt-deux personnes ont été tuées vendredi à Menka lors d'une confrontation (entre l'armée et) un groupe de gens présentés comme des criminels", a affirmé à l'AFP Nji Tumasang, député du parti d'opposition anglophone Social democratic front (SDF) de Santa, l'arrondissement où se trouve Menka. Un responsable de l'armée a confirmé l'incident, parlant de "plusieurs terroristes neutralisés". "Sur renseignement, un groupe de terroristes a été signalé à Menka" et l'ar-

mée est intervenue pour "encercler l'hôtel" où il se trouvait, a expliqué sur sa page Facebook le colonel Didier Badjeck, porte-parole du ministère de la Défense.

Mais, a-t-il ajouté, "un guetteur a donné l'alerte (aux occupants de l'hôtel), ce qui a donné lieu à de longs échanges de tirs pendant plusieurs minutes". Il a affirmé que "plusieurs armes et munitions avaient été saisies". Samedi, une délégation du SDF conduite par son président Ni John Fru Ndi s'est rendue à Menka, selon M. Tumasang qui faisait partie de la délégation.

"Les gens du village ont confirmé qu'il y avait eu des échanges de tirs. Certains corps ont été retrouvés dans les chambres du motel", selon M. Tumasang. "Dans le village,

les gens ne pensent pas que ce sont des séparatistes, mais plutôt des criminels" qui étaient dans l'hôtel, a-t-il expliqué.

Selon lui, trois autres personnes, dont une soupçonnée d'appartenir au groupe de l'hôtel et un conducteur de moto-taxi, ont été arrêtées dans un hôpital d'une localité voisine et exécutées par des soldats.

Le même député avait déclaré vendredi que, jeudi, les corps de huit jeunes hommes avaient été découverts dans la zone de Menka, ce qu'avait confirmé un témoin oculaire. Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les combats sont devenus quasi quotidiens entre les forces de sécurité camerounaises et des hommes armés se réclamant de "forces de restaura-

tion" d'un État anglophone qui avait brièvement vu le jour entre les deux guerres mondiales, sous mandat britannique.

D'abord cantonnés aux attaques contre les symboles de l'État (commissariat, gendarmerie), les séparatistes ont commencé début 2018 à kidnapper des fonctionnaires, des francophones et à s'en prendre aux entreprises étrangères qu'ils accusent de soutenir Yaoundé. Les autorités camerounaises ont répondu par la force, déployant un important dispositif sécuritaire dans ces deux régions. Selon le centre d'études International Crisis Group (ICG), "au moins 120" civils et "au moins 43" membres des forces de sécurité ont été tués depuis fin 2016.

AFP

Guinée

Formation d'un nouveau gouvernement

Le président guinéen Alpha Condé a formé samedi son gouvernement composé de 33 départements ministériels, logés dans une nouvelle architecture étatique. Ce nouveau gouvernement qui intervient sept jours après la nomination du Premier ministre Dr Kassory Fofana a intégré certaines figures de l'opposition guinéenne, qui sont issus des formations politiques non fondées

dans le RPG Arc-en-ciel (parti au pouvoir). Il s'agit de Mouctar Diallo, président du parti Nouvelles forces démocratiques (NFD), qui occupe le ministère de la Jeunesse, et Aboubacar Sylla, président du parti Union des forces du changement (UFC) qui occupe désormais le ministère des Transports. Parmi les 33 ministères, on compte quatre femmes qui occupent respectivement les ministères du Plan

et du Développement économique, de l'Action sociale et de la Promotion féminine, de la Coopération et de l'Intégration africaine et celui de l'Agriculture. Par ailleurs, 14 nouveaux ministres font leur entrée dans le nouveau gouvernement avec des départements stratégiques comme celui de l'Économie et des finances, celui du Budget, des investissements, de la coopération et de l'in-

tégration africain, etc. Deux nouveaux départements ministériels ont été créés dans ce nouveau gouvernement. Il s'agit du ministère des Investissements et du partenariat publics privé et celui des hydrocarbures.

La création du ministère des Investissements et du partenariat public privé répond au souci du chef de l'État Alpha Condé de booster davantage le secteur privé

et consolider les relations entre l'État guinéen et les investisseurs privés guinéens et étrangers. Plusieurs autres anciens ministres ont été nommés dans d'autres départements ministériels ou ont tout simplement gardé leur ancien ministère. Il s'agit du ministère des Mines et de la géologie, de la Défense nationale, de l'Agriculture, de la Fonction publique, etc.

Y. T.

Trump et Kim visent toujours un sommet le 12 juin à Singapour

Le président américain, Donald Trump, et le leader nord-coréen, Kim Jong Un, ont affirmé samedi viser le maintien de leur sommet historique tel qu'il était initialement prévu, le 12 juin à Singapour, après quelques jours de turbulences et acrobaties diplomatiques.

Ces nouvelles déclarations sont intervenues après que le président sud-coréen Moon Jae-in et le dirigeant nord-coréen eurent créé la surprise en se rencontrant samedi dans la zone démilitarisée entre leurs deux pays.

A l'issue de cette rencontre, les dirigeants des deux Corées se sont dit prêts à se revoir «fréquemment», a annoncé l'agence officielle de presse nord-coréenne KCNA.

«Kim Jong Un a remercié Moon Jae-in pour les grands efforts qu'il a faits en vue (de l'organisation) du sommet» Corée du Nord-Etats-Unis «programmé pour le 12 juin» et «exprimé sa détermination» à tenir ce sommet «historique», a ajouté l'agence.

Des photos diffusées samedi par Séoul montrent Moon Jae-in serrant la main puis étreignant son homologue Kim Jong Un.

Depuis Washington, M. Trump a déclaré à la presse que les choses «avancent très bien» et que l'objectif d'organiser le sommet le 12 juin à Singapour «n'a pas changé».

Dans une déclaration ultérieure, Moon Jae-in a raconté aux journalistes que Kim Jong Un l'avait contacté pour organiser à la hâte cette rencontre, «sans aucune formalité».

«Il (...) a exprimé l'intention d'en finir avec l'époque de la guerre et de la confrontation au travers de la réussite du sommet entre le Nord et les Etats-Unis et de coopérer pour la paix et la prospérité», a déclaré M. Moon à Séoul.

Les deux dirigeants se sont entretenus durant deux heures dans le village de Panmunjon, où ils s'étaient déjà rencontrés le 27 avril et avaient publié une déclaration commune dans laquelle ils s'engageaient à améliorer leurs relations.



De prochains pourparlers inter-coréens «à haut niveau» auront lieu vendredi prochain, a précisé de son côté KCNA.

M. Trump avait annulé jeudi son sommet avec M. Kim. Moins de 24 heures après, il a cependant affiché son optimisme, évoquant le possible maintien du sommet après «des discussions très productives avec la Corée du Nord pour que le sommet ait lieu».

Samedi, sa porte-parole Sarah Sanders a adressé un autre message à la tonalité optimiste: «L'équipe de reconnaissance de la Maison Blanche pour Singapour partira

comme prévu pour se préparer, si jamais le sommet devait se tenir».

Remarquable détente

L'annulation soudaine du sommet Trump-Kim avait placé en porte-à-faux la Corée du Sud, qui a joué un rôle central dans la remarquable détente de ces derniers mois entre Pyongyang et Washington.

Les images diffusées par la Corée du Sud samedi montrent également Moon Jae-in serrant la main de la soeur de Kim Jong Un, qui a joué un rôle dans les discussions récentes avec le Sud. En

février, elle avait assisté à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques en Corée du Sud, devenant ainsi la première membre de la dynastie régnant au Nord à fouler le sol du grand rival du Sud depuis la fin de la guerre de Corée.

Les chefs des renseignements des deux pays apparaissent également sur les photos.

Cette rencontre de samedi, la quatrième entre les dirigeants des deux pays toujours techniquement en guerre, s'est déroulée dans le plus grand secret, les journalistes ayant été prévenus après sa tenue, à la différence de la rencontre du

27 avril qui s'était déroulée sous l'oeil des caméras.

Il s'agit du dernier épisode rocambolesque en date sur la péninsule coréenne. Alors que l'année dernière les dirigeants américains et nord-coréens se menaçaient mutuellement, ces derniers avaient annoncé la tenue d'un sommet à Singapour pour juin.

Premier sommet entre un président des Etats-Unis en exercice et un membre de la dynastie des Kim, il devait surtout couronner une période de détente inédite.

Washington exige une «denucléarisation complète, vérifiable et irréversible» de la part du Nord. Pyongyang a déclaré qu'il ne renoncerait jamais à son arsenal nucléaire tant qu'il ne se sentirait pas en sécurité face à ce qu'il voit comme une agression américaine.

Cette rencontre de samedi augmente la probabilité d'un sommet entre Washington et Pyongyang, estime Koh Yu-hwan, expert en relations coréennes à l'université Dongguk (Séoul). Elle «vise à résoudre le malentendu suscité par des problèmes de communication entre Pyongyang et Washington et à préparer le terrain pour ce sommet».

Selon Adam Mount, expert en politique nucléaire de la Fédération des scientifiques américains, il s'agit d'une action «audacieuse mais risquée» de la part de M. Moon, qui n'avait d'autre choix que de poursuivre une politique évitant une escalade du conflit.

«Selon Trump «tout le monde joue», mais pour Moon Jae-in, ce n'est pas un jeu, il doit protéger son peuple de la guerre», conclut-il dans cette analyse postée sur Twitter.

AFP

Trump espionné ? Le FBI n'en serait pas à son galop d'essai

■ Le président américain, Donald Trump, l'a affublé d'un nom le «Spygate». Il accuse la police fédérale (FBI) d'avoir infiltré sa campagne en 2016, une opération «inédite» et «illégal» qu'il considère pilotée par les démocrates.

«De gros dollars ont été payés à l'espion, bien au-delà du niveau normal. Ça commence à ressembler à l'un des plus importants scandales politiques de l'histoire américaine», a encore tweeté le milliardaire vendredi, alors qu'il a déjà ordonné à son ministère de la Justice d'enquêter.

A ce stade, il n'existe aucune preuve étayant ces affirmations. Mais la longue histoire du Bureau fédéral d'investigation de se mêler de politique pourrait instiller un doute.

Dès ses balbutiements, le FBI s'est immiscé ou a été aspiré dans le maelstrom politique américain jusqu'aux plus hauts niveaux, s'exposant à des accusations pérennes d'abus de pouvoir.

Des années 1930 à 1960, son légendaire directeur J. Edgar Hoover était le centre névralgique de la politique à Washington, accordant des faveurs et collectant des éléments compromettants afin de s'assurer de la coopération des protagonistes le moment venu.

Politiques «terrifiés»

Hoover agissait ainsi comme un allié des présidents et une menace pour leurs ennemis. Des archives montrent que le président Franklin D. Roosevelt demandait régulièrement des enquêtes sur ses rivaux.

Au tournant des années 1960, il détenait des dossiers sur plus de 400 000 Américains.

«Les politiques étaient terrifiés par Hoover», raconte Raymond Batvinis, spécialiste de l'histoire du FBI, à l'AFP. «Il était souvent sollicité pour obtenir des ragots sur des acteurs politiques. Il l'a fait systématiquement avec les présidents, tout au long de sa carrière». John F. Kennedy était particulièrement sur ses gardes car il savait que Hoover avait la preuve de sa liaison avec une femme liée à la mafia.

Le patron du FBI était plus proche de Lyndon, B. Johnson qui, d'après l'historien à l'université d'Etat de Pennsylvanie, Douglas Charles, avait obtenu que la police fédérale enquête sur son propre parti pendant la convention démocrate en 1964.

Après le décès en 1972 de celui qui a laissé une empreinte durable sur le FBI, Richard Nixon, a choisi L. Patrick Gray, qui a promis une relation étroite avec la Maison Blanche. Le

Watergate en a fait la démonstration: Gray a transmis à des conseillers de l'exécutif des détails sur l'enquête fédérale.

Dans le même temps, son directeur adjoint Mark Felt - alias «Deep Throat» - distillait des informations au Washington Post, lui permettant de révéler au grand public le scandale du Watergate qui a conduit à la démission de Nixon.

Après ce scandale, selon M. Charles, les directeurs du FBI se sont employés à garder les présidents à distance, laissant le ministre de la Justice jouer les intermédiaires.

Ce faisant, la police fédérale s'est révélée être une menace plus importante pour les occupants du 1600 Pennsylvania Avenue. Le président Bill Clinton a passé ses deux mandats, jalonnés de scandales, sous la loupe d'un directeur hostile, Louis Freeh.

Diversions

La tension a atteint son apogée en 1998 lorsque les enquêteurs fédéraux ont prélevé le sang du démocrate pour comparer l'ADN avec le sperme retrouvé sur la robe de la stagiaire Monica Lewinsky. Ce qui a entraîné une procédure de destitution, qui n'a pas abouti.

Mais le FBI n'en est pas sorti indemne. En 2004, Bill Clinton a affirmé que M. Freeh l'avait

pris pour cible afin de faire diversion face à de graves erreurs du Bureau.

Petit bond dans le temps: l'élection présidentielle de 2016 a plongé la police fédérale dans la situation politique la plus intense qu'elle ait jamais connue. Dans une course fielleuse à la Maison-Blanche, elle s'est retrouvée à enquêter sur les deux candidats: la démocrate Hillary Clinton, qui a utilisé un serveur privé de messagerie quand elle était secrétaire d'Etat, et le républicain Donald Trump, indirectement, sur des contacts suspects entre des membres de son équipe de campagne et des responsables russes.

James Comey, directeur du FBI à l'époque et républicain reconnu, a été critiqué de toutes parts pour sa gestion de ces affaires. La campagne de Mme Clinton a été affectée par la façon dont l'enquête a été rendue publique tandis que celle de M. Trump a bénéficié du secret conservé sur les investigations portant sur son équipe. Installé à la Maison-Blanche, le milliardaire a tenté de réinstaurer le genre de relations que les présidents entretenaient avec le FBI du temps de Hoover. Il a demandé à M. Comey de l'assurer de sa loyauté et de mettre un terme à l'affaire russe. Face au refus du patron du FBI, il l'a limogé.

AFP



Oui massif des Irlandais au droit à l'avortement

Les Irlandais ont approuvé à une majorité écrasante la libéralisation de l'avortement lors d'un référendum historique organisé vendredi dans leur pays à forte tradition catholique, selon des résultats définitifs annoncés samedi.

Les électeurs se sont prononcés à 66,4% pour l'abrogation de l'interdiction constitutionnelle de l'avortement, 33,6% ayant voté non lors d'un scrutin où la participation a atteint 64,1%.

«C'est une révolution tranquille», a réagi le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, selon qui les Irlandais étaient prêts au changement.

«Le peuple a dit que nous voulions une Constitution moderne pour un pays moderne, que nous faisons confiance aux femmes et que nous les respectons pour prendre les bonnes décisions concernant leur propre santé», a-t-il ajouté.

Séisme culturel

Ce vote est un nouveau séisme culturel dans la petite république de 4,7 millions d'habitants, trois ans après la légalisation, par référendum également, du mariage homosexuel.

Dans la capitale irlandaise, la cour du château de Dublin a été envahie par des centaines de personnes qui ont accueilli les résultats avec des cris de joie et des larmes d'émotion.

«C'est un jour historique pour l'Irlande et les femmes de ce pays. Nous avons été ostracisées et discriminées pendant des années par l'Eglise catholique, nos gouvernements, les hommes», s'est exclamée Caoimhe Sloane, une institutrice de 27 ans interrogée par l'AFP, qui se dit «fière» de son pays.

Alors qu'un groupe de jeunes femmes débouche une bouteille de champagne, Stasia Clancy et sa fille fondent en larme dans les bras l'une de l'autre. «Il n'y a pas de mots», dit à l'AFP la mère de 64 ans. «Ce soir, je vais danser, je vais sauter, et puis dieu sait quoi d'autre!» ajoute-t-elle en riant.

Fort de ce résultat, le gouvernement veut autoriser l'avortement pendant les 12 premières semaines de grossesse, et jusqu'à 24 semaines pour raisons de

santé. Leo Varadkar, chef du parti Fine Gael, a annoncé que la nouvelle législation serait promulguée «avant la fin de cette année».

Son ministre de la Santé, Simon Harris, a précisé à l'AFP que l'exécutif se réunirait mardi pour discuter du projet de loi avec l'objectif de le présenter «à l'automne» au Parlement, où il devrait être adopté sans difficulté, les chefs des deux principaux partis d'opposition, Fianna Fail et Sinn Féin, soutenant la réforme.

Jour désastreux

Dans un centre de comptage à Dublin, l'atmosphère était déjà à la fête en début d'après-midi, alors que des sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote prédisaient une large victoire du oui. «Nous avons définitivement rompu avec une histoire qui était vraiment très dure pour les femmes», s'est félicitée Ailbhe Smyth, 71 ans, de la campagne «Together for Yes».

«Nous nous sommes sortis de l'âge des ténèbres. Nous ne sommes plus un pays arriéré, comme l'Eglise voulait nous le faire croire», s'est réjouie de son côté Catherine Claffey, une fleuriste de Dublin âgée de 53 ans.

Dans le camp anti-avortement, Cora Sherlock, porte-parole de «Pro Life Campaign», a parlé de «jour désastreux». John McQuirk de la campagne «Save the 8th», ne s'avoue cependant pas vaincu. «Chaque fois qu'un enfant à naître verra sa vie terminée en Irlande, nous nous y opposerons et ferons entendre notre voix», menace-t-il dans un communiqué.

Quelque 3,5 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer vendredi à l'issue d'une campagne souvent âpre.

La consultation posait précisément la question de l'abrogation du 8e amendement de la Constitution, qui en 1983 scellait dans le marbre le tabou de l'avortement en Irlande, l'interdisant au nom

du droit à la vie de «l'enfant à naître égal à celui de la mère».

Après le décès de septiciémie d'une femme enceinte, une réforme a été introduite en 2013 permettant une exception lorsque la vie de la mère est menacée. Mais l'IVG reste interdite dans tous les autres cas, contraignant des dizaines de milliers de femmes à aller avorter à l'étranger au cours des 30 dernières années.

« Fini l'opprobre et la solitude »

La consultation, qui est intervenue à trois mois d'une visite du pape François en Irlande, traduit le déclin de l'influence de l'Eglise catholique, dont la puissante tutelle s'est érodée en raison des bouleversements économiques et sociaux. L'institution religieuse paie aussi le prix des affaires de pédophilie impliquant des prêtres.

«Il est grand temps que l'Irlande officielle arrête d'entretenir des vues extrêmement conservatrices sur les questions sociales et morales. Le peuple a parlé et ce qu'il a dit haut et fort c'est que «nous» sommes une société moderne, libérale et progressiste», a déclaré sur Twitter David Farrell, directeur de l'école de politique de l'University College Dublin.

C'est aussi un grand succès personnel pour Leo Varadkar, accueilli comme une rock-star par la foule. Par le passé anti-avortement avant de changer d'opinion à l'aune de nombreux témoignages de femmes, le jeune médecin de formation, 39 ans, ouvertement homosexuel, avait promis de laisser les Irlandais s'exprimer sur la question en accédant à la tête de l'exécutif au printemps dernier.

«C'est le jour où nous avons dit c'est fini. Fini les trajets solitaires à travers la mer d'Irlande. Fini l'opprobre. Fini la solitude. Le poids de la honte est levé», a-t-il dit, soulignant qu'hommes et femmes, campagnes et villes avaient voté dans un même mouvement.

Caracas libère un prisonnier américain en "geste" d'ouverture envers Washington

■ Un missionnaire mormon américain et son épouse, emprisonnés pendant près de deux ans à Caracas, sont arrivés samedi aux Etats-Unis après avoir été libérés par le gouvernement vénézuélien, qui a présenté sa décision comme un «geste» d'ouverture en direction de Washington.

Cette mesure est intervenue au terme d'une semaine marquée par un durcissement du ton des Etats-Unis qui ont qualifié de «farce» la réélection du socialiste, Nicolas Maduro, et imposé de nouvelles sanctions.

Le vice-président américain Mike Pence a d'ailleurs aussitôt assuré sur Twitter que les sanctions américaines allaient être maintenues malgré la libération de Joshua Holt, et ce «jusqu'au retour de la démocratie au Venezuela».

«La politique américaine envers le Venezuela reste inchangée», a renchéri le chef de la diplomatie, Mike Pompeo.

Joshua Holt et son épouse Tamara, qui ont retrouvé leur famille à leur arrivée samedi soir à Washington, ont ensuite été reçus à la Maison Blanche. «Vous avez été très courageux», leur a dit le président Donald Trump, qui le matin avait annoncé lui-même leur libération sur Twitter.

«Je suis immensément reconnaissant», lui a répondu M. Holt, tandis que sa mère Laurie adressait ses remerciements au président Maduro.

Missionnaire mormon âgé de 26 ans, Joshua Holt était parti au Venezuela en juin 2016 pour y épouser une jeune femme qu'il avait rencontrée sur Internet. Peu de temps après, le couple avait été arrêté, accusé de participation à un complot armé pour déstabiliser le gouvernement Maduro, ce qu'il a toujours démenti.

Le ministre vénézuélien de la Communication, Jorge Rodríguez, a insisté samedi sur les accusations de délits «liés à l'espionnage, à la violence». Mais il a également souligné que la libération du couple Holt entrait dans le cadre «d'efforts pour entretenir un dialogue respectueux» entre Caracas et Washington.

Cette libération intervient au lendemain d'une rencontre surprise à Caracas entre l'influent sénateur américain Bob Corker, président républicain de la commission des Relations extérieures, et le président socialiste Nicolas Maduro, qui vient d'être réélu pour un deuxième mandat après une élection qualifiée de «farce, ni libre ni équitable», par le vice-président Pence.

Nicolas Maduro a tweeté vendredi plusieurs photos et vidéos de leur rencontre, affirmant que son pays recevrait «quiconque désire dialoguer».

Libération d'opposants

Au lendemain de l'élection du 20 mai, Washington a imposé de nouvelles sanctions visant à isoler plus encore le régime vénézuélien. La quasi totalité de ses responsables gouvernementaux sont déjà visés par des sanctions européennes ou américaines, y compris Nicolas Maduro.

Les Etats-Unis, qui achètent un tiers du brut vénézuélien, ont menacé par le passé d'imposer un embargo pétrolier et interdisent à leurs citoyens toute transaction sur la dette vénézuélienne.

Les proches du jeune missionnaire ont dit leur gratitude à «tous ceux qui ont participé à ce miracle», dans un communiqué transmis par son avocat au Venezuela, Carlos Trujillo, évoquant la «période d'angoisse» traversée depuis son arrestation.

Joshua Holt était apparu à la mi-mai dans des vidéos filmées dans un centre de détention des services de renseignement et diffusées par des membres de l'opposition vénézuélienne qui réclamaient la libération des prisonniers. «Voilà deux ans que j'implore mon gouvernement. Ils disent être mobilisés mais je suis toujours là. Et à présent ma vie est menacée», disait-il.

Jeudi, après avoir prêté serment comme président réélu devant l'Assemblée constituante, formée uniquement de ses partisans, Nicolas Maduro avait proposé de libérer des opposants incarcérés pour «surmonter les blessures laissées par les manifestations, les conspirations».

Vendredi, 14 manifestants incarcérés au Venezuela depuis avril ont été libérés, selon l'ONG Foro Penal, qui estime que le pays compte encore quelque 350 «prisonniers politiques», ce que le gouvernement socialiste dément.

Los Angeles

Des compagnons de marche contre la solitude urbaine

Pour 30 dollars l'heure, le service de marche à pied fondé par Chuck McCarthy propose de l'air frais, de l'exercice et quelqu'un à qui parler dans la vie pressée et parfois solitaire des habitants de Los Angeles.



McCarthy pensait initialement "devenir un promeneur de chiens", un petit boulot très répandu dans les grandes métropoles américaines comme New York ou Los Angeles où les habitants voyagent beaucoup et embauchent des gens pour s'occuper de leur animal de compagnie en leur absence.

"Je voyais aussi beaucoup de petites annonces d'entraîneurs personnels de gym. Alors j'ai dit à ma copine, "peut-être que je vais juste devenir un promeneur de gens", ajoute-t-il, lors d'une randonnée sur les collines de Hollywood surplombant la cité des Angeles.

C'était une boutade, mais McCarthy a commencé à y penser plus sérieusement, réalisant qu'il avait un besoin de socialisation dans la gigantesque métropole californienne aux dix millions d'habitants.

L'homme, baraqué et barbe touffue, a démarré The People Walker (le promeneur des gens) en solo il y a deux ans, mais la demande était telle qu'il compte à présent 35 accompagnateurs dans son équipe et un site internet où les gens peuvent choisir des trajectoires et des partenaires.

L'isolement social a été lié à diverses formes de dépression, maladies du cœur, diabète et cancer et peur raccourcir la vie autant que le tabagisme, d'après certaines estimations.

Eric Klinenberg, professeur de sociologie à New York University, a identifié la cause de cette solitude urbaine lors d'une

récente tribune au New York Times: l'individualisme croissant de la société contemporaine.

Conversation ou confession ?

L'économie des employés indépendants (la "gig economy" en anglais) a donné naissance à une génération de travailleurs qui n'ont pas de routine, ne vont pas au bureau.

McCarthy assure que nombre de ses clients sont mariés, ont des enfants, des amis, mais que leurs horaires ne correspondent pas à ceux de leurs proches. C'est pour son aspect pratique qu'ils se tournent vers People Walker.

Pour d'autres, les écrans et les réseaux sociaux ont offert des rapports humains désincarnés.

Au lieu de "crier dans le vide de Twitter or Facebook", les clients de M. McCarthy s'offrent des relations avec des gens en chair et en os qui ne les jugeront pas et ne parleront pas en mal d'eux.

"C'est assez similaire à aller faire une confession, dans un bar, voir un psy ou aller chez le coiffeur", ou d'autres relations tarifées, assure M. McCarthy.

Aspirant acteur, il refuse coquettement de donner son âge - "disons que j'ai la trentaine" - mais son affaire florissante l'a quelque peu éloigné des auditions ces

derniers temps: il s'apprête à inaugurer une application pour smartphones et prévoit d'étendre ses services à travers la Californie... et le monde.

Ces deux dernières années, il a marché avec des clients venus de tous horizons quatre ou cinq fois par semaine, en général pendant une heure, et se décrit comme quelqu'un qui sait écouter.

"C'est plus une conversation qu'une confession", remarque-t-il tout en tempérant: "je ne dirais pas que j'entends les plus noirs secrets ou que certains fondent en larmes pendant nos marches", plaisante-t-il. Anie Dee, la vingtaine et originaire du Wisconsin dans le nord du pays, vit à Los Angeles depuis sept ans et conduit pour un service de chauffeurs, quand elle ne travaille pas pour une billetterie de salle de spectacle. Assise toute la journée, elle a décidé l'an dernier qu'elle voulait faire plus d'exercice.

"J'ai des problèmes de santé donc marcher longtemps est très difficile pour moi. Avoir quelqu'un avec moi m'aide à marcher plus loin que je n'aurais jamais pensé", confie-t-elle.

Elle fait valoir que ses virées avec McCarthy ont eu un impact positif sur son humeur. "Quand on enchaîne les emplois de bureau et qu'on est seule, on ne profite pas vraiment de l'aspect social du travail", conclut-elle.

AFP

Kiev

Stations de métro rouvertes après une fausse alerte

■ Le métro de Kiev a repris son fonctionnement normal samedi, après une fausse alerte à la bombe, a annoncé l'opérateur du métro, quelques heures avant une importante rencontre de football.

Cinq stations avaient auparavant été fermées après réception par l'opérateur du métro d'une mise en garde qui s'est révélée erronée.

La capitale ukrainienne accueille samedi la finale de la Ligue des champions de l'UEFA, qui opposera le club de football de Liverpool au Real Madrid.

Reuters

Espace

Décès d'Alan Bean, le quatrième homme à avoir marché sur la Lune

■ L'astronaute Alan Bean, le quatrième homme à avoir marché sur la Lune, est mort samedi dans le sud des Etats-Unis après être brusquement tombé malade quelques semaines auparavant, a annoncé sa famille dans un communiqué diffusé par la Nasa. Cet ancien pilote d'essai dans la Marine américaine, devenu peintre après avoir quitté en 1981, pour prendre sa retraite, l'agence spatiale américaine, s'est éteint à Houston, au Texas, à l'âge de 86 ans (il est né le 15 mars 1932 à Wheeler, également au Texas).

Alan Bean s'est aventuré deux fois dans l'espace, en 1969 pour la mission Apollo 12, à l'occasion de laquelle il a marché sur la Lune, et quatre ans plus tard en tant que commandant du deuxième équipage à se rendre à bord de Skylab, la première station spatiale américaine.

C'est alors qu'il établit un nouveau record pour l'époque de durée de vol hors de l'atmosphère, avec plus de 59 jours et 24.400.000 milles (39.268.000 km).

R. N.

Malgré le recours aux forces de sécurité

Le Brésil toujours secoué par la grève des routiers

■ Le gouvernement brésilien a affirmé que la situation était en cours de normalisation samedi, au sixième jour d'une grève des routiers contre la hausse des prix du diesel qui paralyse le pays.

"Nous allons vers une normalisation de la situation", a soutenu samedi le ministre de la Sécurité institutionnelle, Sergio Etchegoyen, tout en reconnaissant que "ce n'est pas rapide". Le gouvernement souhaite que priorité soit donnée aux aéroports, aux centrales thermoélectriques et à l'approvisionnement des hôpitaux. Vendredi soir, peu après l'annonce du président Michel Temer du recours aux "forces de sécurité fédérales", les militaires ont commencé à escorter des camions-citernes pour qu'ils aient accès aux raffineries, notamment celle de Duque de Caxias, près de Rio de Janeiro.

Samedi soir, 566 barrages routiers partiels étaient toujours en place à travers le pays, a indiqué le ministre de la Sécurité publique, Raul Jungmann. Selon lui, 97% des routes de Sao Paulo étaient dégaugées et 70% à Brasilia.

"Le Brésil ne sera pris en otage (par

aucun secteur) et le gouvernement du président Temer est déterminé à utiliser tous les moyens pour y parvenir", a averti M. Jungmann. Plus tôt dans la journée, le ministre du Secrétariat au gouvernement Carlos Marun a fait savoir lors d'une conférence de presse que le président Temer était "très inquiet" de la situation des hôpitaux et a annoncé que les chauffeurs de camions transportant médicaments et matériel médical seraient passibles d'amendes s'ils participent au mouvement de grève.

Camions escortés

Le ministre, qui s'exprimait à l'issue d'une réunion entre le chef de l'Etat et plusieurs membres du gouvernement, a également affirmé que la Police fédérale avait déjà demandé à la justice d'émettre des mandats d'arrêts contre des chefs d'entreprise de transports accusés de "lock-out", quand un patron est à l'initiative d'une grève, ce qui est illégal au Brésil.

Le Président Michel Temer a de son côté autorisé samedi par décret la saisie de véhicules et de marchandises privées "nécessaires au trans-

port de marchandises jugées essentielles par les autorités".

Des camions escortés par des policiers et l'armée ont été vus samedi. Dans tout le pays, pratiquement toutes les stations-service étaient à sec et les produits frais se faisaient de plus en plus rares sur les étals. Le syndicat des distributeurs d'essence de Sao Paulo (Sindipetro) a indiqué que 99% des stations-services de la capitale économique du Brésil n'avaient plus de carburant et que la situation prendrait "5 à 7 jours" pour revenir à la normale lorsque la grève sera terminée.

Le maire de Sao Paulo Bruno Covas, qui avait décrété l'état d'urgence sur la ville vendredi, a affirmé samedi que la situation était "grave, mais sous contrôle".

"Aéroports en panne d'essence"

Les problèmes d'approvisionnement touchent aussi de plein fouet les transports en commun.

À Rio, le service des bus articulés mis en place au moment des jeux Olympiques de 2016, qui empruntent des couloirs exclusifs desser-

vant de nombreux quartiers populaires, a été interrompu samedi "pour une durée indéterminée" en raison du manque de carburant.

Samedi après-midi, 14 aéroports du pays étaient toujours en panne d'essence. A Brasilia, les réserves de kérosène sont épuisées depuis vendredi. Samedi, la société Inframérica, qui gère le terminal de la capitale brésilienne, a indiqué qu'au moins 40 vols avaient été annulés, mais que les premiers camions-citerne en cinq jours étaient arrivés dans l'après-midi.

Géant de l'agro-alimentaire, le Brésil a aussi vu sa capacité d'exportation compromise, de nombreux abattoirs ayant suspendu leurs activités. Les chaînes de montage de l'industrie automobile, qui emploie 132.000 personnes, sont aussi à l'arrêt depuis vendredi.

Sur internet, les Brésiliens font état de pénuries de toute sorte: la chaîne de librairies Travessa s'est même plaint de ne pas avoir pu renflouer son stock de livres de Philip Roth pour faire face à l'augmentation de commandes d'ouvrages de l'auteur américain décédé mardi.

À moins de cinq mois de la présiden-

tielle d'octobre, le peu de crédibilité qui restait à l'impopulaire gouvernement de centre droit a été considérablement entamé.

Vendredi, le président Michel Temer avait justifié sa décision de faire appel à l'armée en expliquant qu'une "minorité radicale" restait mobilisée en dépit d'un accord signé la veille avec plusieurs syndicats pour une "trêve de 15 jours" après la promesse de la réduction d'un impôt sur le diesel.

Après l'annonce du président Temer, l'Association brésilienne des camionneurs (Abcam), qui revendique 600.000 routiers indépendants, s'est dite "inquiète de la sécurité des chauffeurs" et a demandé "que les manifestations se poursuivent de façon pacifique, sans obstruer les voies".

Vendredi, plusieurs leaders syndicaux avaient critiqué la décision du gouvernement d'employer l'armée "comme instrument de répression". Une décision également "inadmissible" selon Amnesty International, pour qui le rôle de l'armée n'est pas de "mettre un terme à des manifestations ou des grèves".

Agence

Festival national de la musique et de la chanson citadine à Annaba

Le chanteur tunisien Ziad Gharsa enchante le public

Le chanteur tunisien Ziad Gharsa a enchanté le public dans la nuit de vendredi à samedi avec des mélodies du patrimoine andalou authentique, et en le régaland d'une interprétation magistrale d'airs populaires tunisiens et de chansons du malouf, à l'occasion de la soirée d'ouverture du Festival national de la musique et de la chanson citadine de Annaba.



Ziad Gharsa a offert au public une prestation artistique généreuse, à l'occasion d'une tournée dont la primauté a été accordée au Festival de musique et de la chanson citadine d'Annaba, avant de se rendre dans plusieurs autres wilayas du pays pour traduire la cohésion artistique existante entre le patrimoine culturel et artistique commun à l'Algérie et la Tunisie.

Avec une touche particulière, cet artiste a transporté l'assistance en interprétant des chansons andalouses de sa composition, alliant le malouf tunisien et le haouzi algérien, telles que Haramt Alik Nouâssi, Wahad Loughziel, Wakfou labn et Zed Ennabi.

Face à un public conquis, composé, notamment de familles annabies, et repre-

nant en chœur ses chansons au milieu des youyous, l'artiste Ziad Gharsa a enchaîné les chansons du terroir tunisien régaland une assistance ravie qui a dansé au rythme de Ettarhouija et Ma sar makiassi yaâdjeb.

La soirée inaugurale du Festival national de la musique et de la chanson citadine a vu également la participation de l'artiste Mbarek Dakhla de Annaba qui a interprété un bouquet de chansons malouf accompagnées par intermittence de danses présentées par les élèves de l'École de musique et de danse classique Hassan El Annabi ainsi que des chants religieux avec le mouchid Lazhar Razak. A l'occasion de l'ouverture de la 13ème édition de ce Festival national, plusieurs artistes locaux ont été honorés, dont le chanteur Salah Karoum dans le genre

malouf, Hassan Abdelli dans la chanson populaire et la famille du défunt Abdelaziz Zerrouk qui jouait au oud et à la flûte. Parallèlement au Festival national de musique et de la chanson citadine, qui se poursuivra jusqu'au 31 mai en cours, 23 chanteurs et associations culturelles et artistiques versées dans le malouf, le chaâbi, le haouzi et l'andalou, en sus de chansons modernes, kabyles et chaouïes, une caravane musicale sillonnera les communes de la wilaya de Annaba pour animer des soirées artistiques et ce, à l'initiative du commissariat du festival.

Le Festival national de musique et de la chanson citadine est organisé dans la salle du Théâtre Azzedine Medjoubi par le commissariat du festival en coordination avec la

direction de la culture de la wilaya et le Théâtre régional de Annaba. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par la présence d'un nombreux public, des autorités de la wilaya et le chef de cabinet au ministère de la Culture, Ali Redjel, représentant à l'occasion le ministre de la Culture. **R. C.**

Théâtre d'Oran Soirée de solidarité réussie avec *Metzeouedj fi otla*

Le one man show *Metzeouedj fi otla* (Un mari en vacances) a été animé avec succès vendredi soir au Théâtre régional d'Oran Abdelkader-Alloula (TRO) où il était à l'affiche dans le cadre d'une action de solidarité initiée à l'occasion du Ramadhan en faveur des enfants nécessiteux.

Le spectacle qui a dépassé le seuil de 200 représentations depuis sa création en 2006, a encore tenu ses promesses en séduisant le public et en engrangeant une belle recette destinée à l'achat de vêtements neufs pour combler de joie les petits durant l'Aïd El Fitr.

La comédie a été jouée face à une salle archicomble qui avait du mal à retenir ses fous-rires devant les "confessions" du personnage campé par l'artiste Samir Bouanani, en l'occurrence un mari tout content de revivre le bonheur du célibat en l'absence de sa femme partie se soigner à l'étranger.

Le directeur du TRO, Mourad Senouci, s'est félicité à cette occasion de la bonne organisation de cette soirée de solidarité qui a été confiée à un groupe bénévole d'étudiants nommé Khayr Echabab.

Le responsable du TRO, également l'auteur de la comédie *Metzeouedj fi otla*, a exprimé, en outre, sa satisfaction quant à l'élan de générosité suscité chez certains spectateurs qui ont fait des promesses de dons en soutien à cette action de solidarité.

"Les prévisions initiales tablaient sur des achats au bénéfice d'une cinquantaine d'enfants, mais la mobilisation citoyenne exemplaire permettra de faire la joie d'une centaine d'autres petits", s'est réjoui Mourad Senouci.

Des galas au profit des enfants nécessiteux ou souffrant de pathologies graves sont régulièrement animés à Oran par le biais du spectacle *Metzeouedj fi otla*, rappelle-t-on.

R. C.

Littérature

Des archives de Marcel Proust atteignent 750 000 euros aux enchères

Des archives ayant appartenu à l'écrivain français Marcel Proust et proposées aux enchères jeudi soir à Paris ont atteint 750 000 euros, a annoncé la maison Sotheby's dans un communiqué.

La plus haute enchère a consacré l'un des premiers brouillons d'un des plus beaux passages de *Du côté de chez Swann*, *La promenade du héros le long de la Vivonne*, qui a été cédé à 132 500 euros alors qu'il était estimé entre 30 000 et 50

000 euros. L'un des lots les plus disputés a été le portrait au crayon de Marcel Proust (1871-1922) sur son lit de mort par Jean-Bernard Eschemann, qui a atteint 45 000 euros alors qu'il était estimé entre 1 000 et 1 500 euros.

Un "placard" manuscrit (jeu d'épreuves) d'*A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, estimé entre 15 000 et 20 000 euros, est parti pour 62 500 euros. Ce lot a été préempté par le Musée Marcel Proust d'Illiers-Combray. En revanche,

l'ensemble de 138 lettres de Gaston Gallimard à Marcel Proust, estimé entre 100 000 et 150 000 euros, n'a trouvé preneur qu'à 93 750 euros. Au total, quelque 70 lots provenant de la collection de Marie-Claude Mante, petite-nièce de l'auteur d'*A la recherche du temps perdu*, étaient mis aux enchères.

Sotheby's proposait également d'autres œuvres d'écrivains et d'artistes. L'enchère la plus haute est allée à l'un des plus éclatants livres

du peintre Marc Chagall, *Daphnis & Chloé*, enrichi de 42 lithographies originales. Ce lot estimé entre 80 000 et 120 000 euros a trouvé un acquéreur à 140 000 euros.

Un ensemble de cinq carnets inédits du théoricien du théâtre Antonin

Artaud (estimés entre 30 000 et 50 000 euros) ont été préemptés à 68 750 euros par la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Ces carnets datent de l'une des périodes les plus créatives

d'Antonin Artaud et constituent un document exceptionnel sur la vie et la pensée théâtrale de l'auteur.

Enfin un très rare ensemble de 17 lettres de jésuites au Canada datant du XVIIe siècle, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France*, est parti pour 125 000 euros, dépassant largement son estimation (entre 12 000 et 18 000 euros). Au total, cette vente a rapporté près de 1,9 million d'euros annonce Sotheby's.

H. R.

PAROLES DE FEMMES

" La solitude désole le coeur et contente l'esprit. "

Camille Belgique



FEMMES

ILS ONT DIT :

" La solitude rend sensible, non étranger à autrui. "

Mika Waltari

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Meghan Markle

Pourquoi sa lune de miel avec le prince Harry vire au casse-tête

Just married... mais pas encore seuls au monde, sur une plage de sable fin?! Mariés ce 19 mai, le duc et la duchesse de Sussex ne sont pas encore partis en lune de miel et doivent prendre leur mal en patience...

Précipitées jusqu'à ce samedi 19 mai, les horloges royales ont fini par retrouver leur cadence et imposent désormais leur tempo. Unis sous les voûtes de la chapelle Saint-George, au bout de deux petites années de romance, alors que le prince William et Kate Middleton avait attendu huit ans avant de se prendre pour époux, le prince Harry et Meghan Markle n'ont toujours pas convolé en lune de miel.

Si le palais de Kensington avait bien prévenu que le duc et la duchesse de Sussex ne s'envoleraient pas pour une destination exotique au lendemain de leurs noces, le projet semble s'éloigner et se compliquer de jour en jour...

Reconnaissants envers le prince Charles, prenant à sa charge leur dîner de mariage réunissant 200 intimes à Frogmore House, le soir du 19 mai, les jeunes époux, avant même d'être mariés, s'étaient engagés à participer à la garden party organisé pour ses 70 ans, à Buckingham, ce mardi 22 mai. L'occasion pour Meghan de faire ses premiers pas d'Altesse royale et d'attirer l'attention sur un événement a priori compassé, du moins comparativement au mariage du 19 mai.

Problème: l'agenda royal fixe déjà une nouvelle mobilisation. Ce 9 juin, Harry et Meghan, qui vient d'accélérer son apprentissage du protocole avec une proche conseillère d'Elisabeth II, sont attendus au balcon de Buckingham, avec le reste des Windsor, pour la rituelle parade Trooping The Colour, célébrant l'anniversaire de Sa Majesté.

Autant dire qu'un déplacement au bout du monde, même bref, semble de moins en moins possible. Peu exotique, mais très diplomatique pour la cohésion du Royaume-Uni en plein Brexit, l'Irlande s'impose de plus en plus comme un pis-aller.

A l'origine, le prince Harry, amoureux du continent africain, envisageait effectivement la Namibie et le très romantique Hoanib Valley Camp, luxueux campement dressé au milieu d'une réserve animalière. Mais l'ébruitement de ce voyage l'y a fait renoncer, afin que l'intimité et la sécurité de son couple ne soient pas compromises. En 2011, William et Kate n'avaient pas hésité à faire inspecter deux destinations par leur protection rapprochée, avant de se décider pour les Seychelles au dernier moment.

Le Botswana, où Harry a déjà emmené Meghan à deux reprises, pourrait être une autre destination surprise... mais dans plusieurs semaines, sans que personne ne les y attende.



SANTÉ

Dix conseils pour bien se nourrir

Au-delà des dogmes, il existe des habitudes faciles à mettre en place au quotidien. Le naturopathe Thomas Uhl nous donne un aperçu de celles qu'il conseille lors des séjours dans son centre de remise en forme la Pensée sauvage.

L'AMBIANCE

" On digère autant avec le cœur qu'avec le ventre ", note Thomas Uhl. De sa préparation à sa consommation, en passant par la présentation et la convivialité de la table, toutes ces étapes participent à mieux apprécier votre repas.

LA FRUGALITÉ

" Avant de changer quoi que ce soit dans votre alimentation, et avant même d'y réfléchir, pensez d'abord à réduire la quantité ", souligne le naturopathe. Par exemple en évitant de vous resservir. Plus facile à dire qu'à faire ? Dans ce cas, servez-vous très peu à chaque fois. Portez votre attention sur le parfum, la texture, l'équilibre des saveurs des premières bouchées et savourez-les en gourmet.

FRUITS EN DEHORS DES REPAS

Une pomme ou une poire crue dégustée en fin de repas se digère rapidement et, de ce fait, ralentit la digestion de ce que vous avez mangé avant. Consommez-les aux abords des repas entre 10 et 11 heures ou entre 17 et 18 heures.

LE CRU EN DÉBUT DE REPAS

Les aliments crus déclenchent les enzymes digestives, et, surtout, restent riches en vitamines et minéraux (alors qu'ils sont en partie détruits par les cuissons).

L'EAU

Demandez-vous souvent : " Est-ce que j'en bois suffisamment ? "

PLUS RICHE LE MATIN QUE LE SOIR

" L'adage "Le matin, un repas de roi, à midi un repas de prince, et au dîner un repas de pauvre", reste très vrai ", remarque Thomas Uhl.

MÂCHEZ LONGTEMPS, SURTOUT LA PREMIÈRE BOUCHÉE

" On évite ainsi bien des problèmes de digestion ", constate le naturopathe. Mieux mâcher permet d'apprécier les saveurs et l'identité de l'aliment... et

MINCEUR

POURQUOI LE RÉGIME PROTÉINÉ FAIT-IL MAIGRIR ?

■ Tout simplement parce que les aliments consommés lors de ce type de régime sont riches en protéines, qui ont deux avantages : le premier, c'est qu'elles ne peuvent être stockées ; les protéines qui ne peuvent servir à l'organisme sont éliminées. Le second, c'est qu'elles dégagent 4 kcal/gramme, comme les glucides (qui en revanche peuvent être stockés), contre 9 kcal/g pour les lipides, facilement stockables eux aussi.

■ L'assimilation des protéines par l'organisme demande beaucoup d'énergie. 25% des protides sont brûlés immédiatement par l'organisme après ingestion, contre seulement 3% des graisses.

■ Les protéines sont très rassasiantes : si

d'arriver plus vite à satiété.

LE PLUS FRAIS POSSIBLE

Un légume ou un fruit se dévitalise rapidement après sa cueillette. Le stockage, les moyens de conservation (additifs...) n'arrangent rien. L'achat au petit producteur ou à l'Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) raccourcit la distance entre le champ et l'assiette.

LES HUILES BIO

Choisissez de l'huile d'olive, de colza, de germe de blé, de lin, de noisette... toujours première pression à froid biologique. Abritez-les de la chaleur et de la lumière car elles

sont fragiles.

MOINS DE PRODUITS RAFFINÉS ET TROP TRANSFORMÉS

Ils sont pauvres en bons nutriments et standardisent les goûts et les saveurs. Notre mode de vie " grignote " déjà beaucoup de vitamines et de minéraux.

Allégez progressivement votre assiette en aliments blancs raffinés (pain, riz, pâtes, farine...) et préférez des produits complets ou mi-complets, sans forcer, car chacun ne digère pas ces aliments de la même manière. " Quand notre organisme accepte mal une étape, il vaut mieux revenir en arrière ", conseille Thomas Uhl.

vous consommez un repas riche en protéines, vous n'aurez plus faim pendant plusieurs heures !

■ Le régime protéiné permet de perdre du gras tout en conservant la masse musculaire. Et vous savez peut-être que l'entretien de la masse musculaire demande davantage d'énergie que l'entretien de la masse grasse. Conclusion : plus la masse musculaire est importante, plus on brûle d'énergie, même en dormant, et plus on parvient à maintenir son poids ou à mincir. Autre avantage : un corps mince et musclé est plus appétissant.

■ Des expériences scientifiques ont prouvé que la thermogénèse (le nombre de calories brûlées au repos) était deux fois plus

importante après un repas riche en protéines qu'après un repas "normal". Conclusion : pour brûler davantage d'énergie, même sans rien faire, mangez protéiné !

■ Quand on supprime le sucre de son alimentation, l'organisme puise dans la réserve de glycogène présente dans le foie, puis quand cette réserve est épuisée, il puise dans les graisses du corps.

En consommant davantage de protéines et moins de sucres, l'organisme puise ainsi dans ses réserves de gras (parfait !) ; de plus, il produit lors de cette opération une substance spécifique, les corps cétoniques, qui ont un effet coupe-faim puissant et sont naturellement euphorisants.



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Édité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Algérie de handball (messieurs) L'ES Ain-Touta et le CRBB Arreridj en finale

■ L'ES Ain-Touta et le CRBB Arreridj animeront vendredi prochain (23h30) à la salle Harcha-Hacene (Alger), la finale de la Coupe d'Algérie de handball (messieurs), à l'issue de leur qualification en demi-finales disputées dans la nuit de samedi à dimanche. A Tadjenanet, l'ES Ain-Touta a créé une grosse surprise en éliminant le GS Pétroliers (tenant du trophée) et sacré cette saison du titre de champion, sur le score de (30-28), prenant du coup sa revanche après sa défaite en finale-2017 devant les Pétroliers (28-21). De son côté, le CRBB Arreridj s'est qualifié difficilement aux dépens de la JSE Skikda (31-30) en match joué à Chelghoum-Laid. En finale, l'ESAT, affrontera en finale le CRBB (vice-champion). Les deux clubs se rencontrent pour la 1^{re} fois à ce stade de l'épreuve avec l'espoir de remporter leur premier trophée de leur histoire.

Cyclisme / Challenge Ramadhan

Des cyclistes confirmés dominent la 1^{re} étape à El Kantara

■ Des cyclistes confirmés ont dominé la première étape du Challenge Ramadhan, disputée vendredi soir à El-Kantara (Biskra), en s'emparant des premières places dans chacune des catégories d'âge engagées. Chez les seniors, c'est Hamza Merdj, ancien sociétaire du Vélo Club SOVAC, actuellement au VC Mostaganem qui l'a emporté, alors que chez les juniors c'est l'international Aïssa Nadj Lebsir qui s'est imposé. Chez les plus jeunes, Mohamed Riadh Laroui s'est imposé chez les cadets, alors que Nacer Samadi et Nouh Madani se sont imposés respectivement chez les vétérans et les amateurs. La course, disputée sur un circuit fermé en plein centre-ville d'El-Kantara «servira de préparation aux athlètes internationaux» en prévision des importantes échéances à venir, dont certaines sont prévues juste après le mois de Ramadhan, a indiqué la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). La compétition est prévue en quatre étapes avec une étape chaque semaine toujours à El-Kantara (Biskra).

Les Verts pour préparer les matchs du Cap Vert et du Portugal

Equipe nationale



Le stage de l'équipe nationale devrait débiter aujourd'hui au Centre des équipes nationales en prévision des prochains matchs que disputeront les Verts face au Cap vert le 1^{er} juin et le Portugal le 7 du même mois. Le coach, Rabah Madjer, qui a convoqué 24 joueurs pour ce stage tentera de préparer son groupe pour ces rendez-vous de la meilleure manière possible, sachant que ce dernier insiste beaucoup pour ces deux matchs qui devraient permettre à la sélection de bien négocier ces deux tests. Le feuilleton Feghouli-Mbolhi ayant quelque peu altéré le début ce stage, on croit savoir que le premier responsable du staff technique a fermé la parenthèse et se consacre pleinement à son groupe

avec lequel il travaillera pour tenter de dégager la meilleure équipe qui sera appelée à rejouer les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations au mois de septembre prochain. Toutefois, le grand souci qui inquiète Madjer est sans doute la forme physique de ses joueurs, sachant que la plupart d'entre eux sont déjà en vacances après la fin des différents championnats européens et même en Algérie. Le sélectionneur national avait pourtant pensé à engager un préparateur physique pour remédier à ce problème mais cela ne se concrétisera et donc l'actuel staff devra trouver une solution pour garder la forme de ses poulains. Pour ce qui est des séances d'entraînements, elles devraient se tenir en soirée après le four pour que

les joueurs soient mieux inspirés et pourront donc être prêts pour relever le défi. La majorité des joueurs sont attendus donc pour aujourd'hui afin de débiter le stage dans les meilleures conditions alors que le plus important sera de bien se préparer pour ces deux matchs préparatifs mais qui serviront de tests pour la bande à Madjer.

Imad M.

Galatasaray

Feghouli contacté par le Stade Rennais

■ Le Stade Rennais, 5^e au classement final de Ligue 1 française de football 2017-2018, est entré en contact avec le milieu international algérien de Galatasaray (Div.1 turque) Sofiane Feghouli, croit savoir samedi le quotidien régional Ouest France. «Si le dossier de Feghouli est d'une grande complexité, la démarche affiche les ambitions élevées du Stade Rennais, toujours en contacts avec Hatem Ben Arfa (31 ans), approché pour la première fois en mars», explique la même source. Feghouli (28 ans) a réussi à s'adjuger le titre de champion avec Galatasaray pour sa première saison avec le club stambouliote qu'il avait rejoint en 2017 pour un contrat de 5 saisons en provenance de West Ham (Premier league anglaise). Il détient un bilan de 7 buts inscrits, toutes compétitions confondues. Le club breton, directement qualifié pour la phase de poules de la Ligue

Europa, comprend au sein de son effectif deux internationaux algériens, il s'agit des deux défenseurs Ramy Bensebaini et Mehdi Zeffane. Convoqué pour les deux prochains matchs de l'équipe nationale face au Cap Vert, le 1^{er} juin au stade du 5-juillet (22h00), et devant le Portugal le 7 juin à Lisbonne (20h15), Feghouli a justifié vendredi soir son forfait par une blessure au tendon d'Achille : «Je suis à l'arrêt pour 3 semaines depuis le dernier match (disputé le 19 mai, ndlr) afin de pouvoir me reposer, me soigner et préparer la saison prochaine dans les meilleures conditions physiques. Ainsi, c'est avec regret que je dois renoncer à participer au prochain rassemblement de l'équipe nationale algérienne», a-t-il indiqué dans un communiqué diffusé vendredi soir sur son compte officiel Twitter.

Impact Montréal Taider : "Tout n'est pas parfait"

■ Le milieu international algérien de l'Impact Montréal Saphir Taider est revenu sur le parcours chaotique de son équipe en Major League Soccer, avec un triste bilan de trois victoires et neuf défaites. «Ensemble, on défend mieux, on se parle. Après, tout n'est pas parfait, forcément, mais pour s'en sortir, il faut faire ressortir le positif, sinon c'est une spirale qui ne finit pas», a affirmé le joueur algérien au site canadien LaPresse. Taider (26 ans) avait rejoint la franchise canadienne en janvier dernier pour un contrat de quatre ans en provenance du FC Bologne (Serie A italienne). «Quand on perd, il y a beaucoup de négatif qui ressort. Quand on gagne et qu'on fait un mauvais match, on dit: Ils ont été bons, ils se sont battus ensemble, ils ont défendu ensemble. On a beaucoup plus le ballon, surtout ces derniers matchs. Techniquement, il y a moins de déchets, ce qui est bien parce que ça nous permet de garder le ballon et d'être moins fatigués quand on attaque». Et d'enchaîner : «Des joueurs intouchables, il n'y en a pas beaucoup. Peut-être Ronaldo, Messi et quelques autres, mais personne n'est intouchable, je suis d'accord». Taider (42 sélections/ 5 buts) a été convoqué pour les deux derniers matchs amicaux disputés en mars dernier par l'équipe nationale face à la Tanzanie (victoire 4-1) et l'Iran (défaite 2-1), mais sans pour autant faire son apparition, affichant son mécontentement lors du match face à l'Iran en quittant le banc des remplaçants à quelques minutes de la fin de la partie, ce qui a provoqué un clash avec le coach national Rabah Madjer qui a décidé de ne pas le convoquer pour les deux prochaines rencontres amicales contre respectivement le Cap Vert le 1^{er} juin au stade 5 juillet et le Portugal le 7 juin à Lisbonne.

USM Bel Abbès

Course contre la montre pour éviter d'autres plaintes à la CRL

■ La direction de l'USM Bel Abbès a engagé une course contre la montre pour régulariser ses joueurs et éviter par là même qu'ils recourent à la chambre de résolution des litiges (CRL), a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football Mobilis. «Nous sommes sur le point de régulariser tous nos joueurs et entamer par là même la préparation de la nouvelle saison dans des conditions idéales», a déclaré, le directeur général de l'USMBA, Kaddour Benayad. Les problèmes financiers ont fait le quotidien de la «Mekerra» tout au long de l'exercice qui vient de s'écouler, les joueurs ne cessant de réclamer leurs arriérés de salaires qui seraient estimés à 90 millions DA. Mais en

réussissant à s'adjuger le trophée de la Coupe d'Algérie en fin de saison, l'USMBA s'est offert une véritable bouffée d'oxygène sur le plan financier, puisque ce titre a permis à ses caisses de se renflouer avec plus de 80 millions de dinars, selon la même source. Voilà qui devrait éviter à la direction des Vert et Rouge d'autres tracasseries avec la CRL, et surtout préserver les cadres de l'équipe toujours sous contrats. Par ailleurs, tout indique que l'aventure de l'entraîneur, Si Tahar Cherif El Ouezzani, avec l'USMBA a pris fin, après deux années de présence sur le banc de cette équipe. Cherif El Ouezzani, qui attend à son tour de percevoir cinq mois de salaires, ne devrait pas être pro-

longé sur décision de l'homme fort du club, Okacha Hasnaoui. Le directeur général de l'USMBA avait déclaré récemment à l'APS qu'il tentait encore de convaincre Hasnaoui de revenir à de meilleurs sentiments, mais toujours en vain. Cette situation a retardé, a expliqué le même responsable, l'entame de l'opération de recrutement étant donné que cette dernière allait se faire en étroite collaboration avec l'entraîneur oranais. L'USMBA, qui participera la saison prochaine à la Coupe de la Confédération africaine de football, n'a réussi jusque-là à prolonger le contrat d'un seul joueur seulement, en l'occurrence, le meneur de jeu Larbi Tabti.

Union africaine

Une délégation marocaine exclue d'une réunion à Addis-Abeba

L'Union africaine (UA) a décidé samedi d'interdire l'entrée de tous les membres d'une délégation marocaine, ayant tenté de s'introduire de force à la réunion des ministres des affaires étrangères de 15 Etats africains dont la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), concernée par la consultation autour du thème de la réforme institutionnelle de l'UA, en vertu de la résolution 687 issue du dernier sommet d'Addis-Abeba, rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). La réunion qui s'est tenue à Addis-Abeba, en présence d'une délégation sahraouie conduite par le ministre de l'eau et de l'environnement, Brahim Mokhtar, a été retardée de deux heures, en raison d'une tentative de la délégation marocaine de s'introduire de force dans la salle, suscitant l'indignation des délégations présentes et des responsables de la Commission africaine.

Après la tentative de la Commission africaine de convaincre la délégation marocaine que leur pays n'était pas convié à cette réunion dont la consultation concerne 15 Etats seulement, conformément à l'alinéa 3 de la résolution 687, issue du sommet des chefs d'Etats et de gouvernements en janvier 2018, le Maroc a indiqué qu'il est «déterminé à participer à la réunion aux côtés des 15 Etats concernés par le thème de la réforme, dont la Rasd».

Selon des sources informées citées par SPS, la présidente du Conseil exécutif de l'UA, ministre rwandaise des affaires étrangères, a décidé de mettre fin aux provocations du Maroc et son attitude non diplomatique, en procédant à un changement de salle et en renforçant les mesures sécuritaires pour interdire l'entrée des membres de la délégation marocaine.

Le Maroc a échoué une fois encore à imposer ses choix à l'UA, alors que le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mohamed, et la présidente du Conseil exécutif de l'UA ont déploré le retard accusé dans la tenue de la réunion, ont ajouté les mêmes sources.

La réunion consultative portera sur l'examen des nouveautés à apporter dans la mise en oeuvre du projet de réforme de l'UA et les questions relatives au budget et aux finances, des questions prioritaires définies lors du sommet de l'UA et des Communautés économiques régionales, et ce conformément au principe de dépendance et d'intégration. La Rasd participe à la réunion à la tête d'une délégation dirigée par le ministre de l'Eau et de l'Environnement, Brahim Mokhtar Boumakhrouta, accompagné par MM. Lamine Baâli, ambassadeur du Sahara occidental en Ethiopie et à l'UA et Dadi Essalek, attaché de presse culturel à la Délégation sahraouie auprès de l'Ethiopie et de l'UA.

Le groupe des 15 Etats concernés par la consultation sur la réforme institutionnelle de l'UA est composé de trois pays de chaque région, proposés par les cinq territoires. La République sahraouie a bénéficié de la confiance de la région de l'Afrique du Nord, ainsi que de l'Algérie et de l'Egypte, pour jouir de la qualité de membre dans ce groupe.

Bilal L.



Restriction à l'importation

Les explications du ministère du Commerce



Les marchandises soumises récemment au régime de restriction à l'importation ne constituent pas une nouvelle liste, mais une actualisation de la liste initiale annexée au décret exécutif de janvier 2018, a expliqué hier le ministère du Commerce dans un communiqué.

Relevant que l'attention de l'ensemble des opérateurs économiques est attirée sur la publication au *Journal officiel* n° 29 du 23 mai 2018, du décret exécutif n° 18-138 du 21 mai 2018 modifiant et complétant le décret exécutif n° 18-02 du 7 janvier 2018, portant désignation des marchandises soumises au régime de restriction à l'importation, le ministère a tenu à préciser que «la liste des marchandises annexée au décret exécutif susvisé constitue en réa-

lité une mise à jour de la première liste annexée au décret exécutif de janvier 2018».

C'est suite aux réunions de filières organisées par les services du ministère du Commerce durant le premier trimestre 2018 et conformément aux résultats des discussions menées avec les opérateurs concernés, qu'il s'est avéré «nécessaire d'apporter quelques modifications à la liste des marchandises suspendues provisoirement à l'importation dans le but : de soustraire certains produits constituants des intrants pour l'appareil de production et d'ajouter certaines marchandises finies dont la production locale est largement suffisante».

En conséquence, la liste des marchandises suspendues provisoirement à l'importation a fait l'objet, comme

annoncé précédemment, d'une actualisation, tenant compte des réclamations légitimes enregistrées depuis l'entrée en vigueur de ce dispositif de régulation des importations, a souligné le ministère, affirmant qu'«il ne s'agit certainement pas d'une nouvelle liste».

Par ailleurs, à la faveur d'une disposition introduite dans le projet de loi de finances complémentaire pour 2018, un nouveau dispositif de régulation des importations et de protection de la balance des paiements sera mise en place à travers l'institution d'un droit additionnel provisoire de sauvegarde (Daps) au lieu et place de la suspension provisoire à l'importation, a ajouté le ministère.

Ainsi, un droit additionnel provisoire de sauvegarde sera mis en place comme en matière de droits de Douanes avec des taux extrêmement dissuasifs (de 30 à 200%), alors que les taux de Daps, à retenir pour les différentes marchandises soumises, seront fixés par voie réglementaire après concertation avec les opérateurs économiques concernés.

Des séances de concertation, par filière d'activités, seront organisées le moment opportun par les services du ministère du Commerce de concert avec les départements ministériels concernés, a fait savoir la même source.

H. Y.

Skikda

Une casemate contenant le cadavre d'un terroriste découverte

Une casemate pour terroriste contenant le cadavre d'un terroriste a été découverte samedi à Skikda, dans une opération de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert le 26 mai 2018, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda (5^e Région militaire), une casemate contenant le cadavre du terroriste recherché M. Abdelhak, alias Abou Dhar, précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, «des détachements combinés sept contrebandiers et saisi deux véhicules tout-terrain, 2,55 tonnes de denrées alimentaires, cinq détecteurs de métaux, deux téléphones satellitaires et une paire de jumelles».

D'autre part, «des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi à Tlemcen et Mostaganem (2^e RM), 2,2 kg de kif traité», tandis que «64 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Ghardaïa et Khenchela», rapporte également le communiqué.

K. T.

ACTU...

Attentat terroriste ayant ciblé la ville de Benghazi

L'Algérie condamne avec force

L'Algérie a condamné avec force l'attentat terroriste à la voiture piégée en ce mois sacré qui a ciblé une zone peuplée dans la ville de Benghazi faisant sept morts et des dizaines de blessés.

«Nous condamnons avec force l'attentat terroriste à la voiture piégée en ce mois sacré qui a ciblé une zone peuplée dans la ville de Benghazi, faisant sept morts et des dizaines de blessés au sein d'innocents civils», a indiqué le ministère des Affaires étrangères samedi soir dans un communiqué.

«En présentant aux familles des victimes, au peuple libyen frère et au gouvernement nos sincères condoléances tout en les assurant de notre entière solidarité et notre hostilité envers ces crimes odieux qui sont à l'opposé des valeurs morales de ce mois sacré, mois de clémence et du pardon», a ajouté le communiqué.

«Ces attentats ne sont que des tentatives vaines pour atteindre le moral du peuple libyen avec toutes ses composantes et n'ont pour but que d'empêcher la réconciliation nationale par le biais d'un dialogue global libyen-libyen, qui mettra fin à la crise qui perdure et que traverse ce pays frère, pour conserver son unité et sa souveraineté sur ses terres et pour qu'il restaure la sécurité et la paix sur l'ensemble de son territoire», conclut le communiqué.

T. M.

Aïn Defla

Un octogénaire percuté mortellement par un train

Un octogénaire est décédé hier à Aïn Defla après avoir été percuté par un train, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile.

L'accident a eu lieu à la cité Guerrarem relevant de la commune de Sidi Lakhdar lorsque la victime (80 ans) a été percutée par un train de transport de marchandises en provenance d'Oran et qui se dirigeait vers Alger, a-t-on indiqué de même source.

La victime, «complètement déchiquetée», a été évacuée vers la morgue de l'hôpital de Khemis Miliana, a-t-on précisé.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour élucider les circonstances exactes de cet accident, a-t-on souligné de même source.

Reda A.

Ukraine

Trois soldats tués dans des combats dans l'est

Trois soldats ukrainiens ont été tués lors de combats dans l'est séparatiste de l'Ukraine, en proie à une flambée de violences, a annoncé hier le gouvernement de Kiev.

Un soldat a été tué tard samedi, a indiqué le ministère ukrainien de la Défense sans autre précision. Les services de sécurité du pays (SBU) ont ensuite indiqué que deux autres soldats avaient été tués dans des bombardements dans la région de Luhansk.

«En outre, quatre de nos soldats ont été blessés avec des degrés divers de gravité», a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense.

R. K.